

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationalisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 544

Mars-Juin 2022

59^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Contre l'ordre bourgeois et ses guerres, pour la lutte de classe prolétarienne et la révolution communiste!
- Guerre bourgeoise et propagande de l'horreur
- De quelques réactions à la guerre en Ukraine
- Guerre en Ukraine: Le répugnant opportunisme de « Mouvement communiste - Kolektivni protì Kapitalu »
- Mirages et réalités indo-pacifiques
- Guerre et crise alimentaire
- Suisse : Grève des coursiers de Smood. Quelles leçons ?

La NUPES: une nouvelle union électorale anti- prolétarienne

STABILITÉ ÉLECTORALE ET RECOMPOSITION DU THÉÂTRE POLITIQUE BOURGEOIS

Merveille du système démocratique électoral! En dépit des crises politiques et sociales qui ont marqué le quinquennat qui vient de s'achever – du mouvement des Gilets Jaunes aux grandes luttes contre la réforme des retraites, sans oublier le renforcement sans précédent du totalitarisme bourgeois avec le confinement de dizaines de millions de personnes et la gestion autoritaire de la lutte contre la pandémie (licenciements du personnel hospitalier non vacciné, etc.) – les élections présidentielles se sont en définitive terminées comme les précédentes, avec la victoire annoncée de Macron face à Marine Le Pen et une augmentation de l'abstention moins forte que redoutée.

Une nouvelle fois l'ex-FN maintenant RN, a servi à canaliser nombre d'électeurs, en particulier «de gauche», vers

(Suite en page 4)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Dans la lutte contre la bourgeoisie de tous les pays, dans la lutte contre la guerre bourgeoise, dans la lutte pour la révolution prolétarienne et pour l'émancipation générale de l'exploitation capitaliste !

Après plus de deux ans de pandémie de Covid et d'un contrôle social toujours plus étroit dans tous les pays par la classe dirigeante, période au cours de laquelle elle a amplement démontré qu'elle ne peut empêcher les crises sociales qu'elle provoque mais qu'elle en profite pour plier encore plus la classe prolétarienne à ses revendications de domination politique et sociale, la guerre a éclaté entre la Russie et l'Ukraine.

Après 8 ans de guerre de «basse intensité» - comme aiment à l'appeler les pluminifères en tous genres - au cours de laquelle les forces militaires ukrainiennes n'ont cessé de réprimer la popula-

tion russophone du Donbass dans le but d'écraser le nationalisme russophile sous leur propre nationalisme en prenant le contrôle total d'une région parmi les plus riches en ressources naturelles du pays, les prolétariats russe et ukrainien ont été mobilisés dans une guerre fratricide. Dans une guerre où les prolétaires qui sont en réalité des **frères de classe**, au-delà de leur nationalité et du pays auquel ils appartiennent, s'entre-tuent pour ne faire prévaloir que les intérêts de leur propre bourgeoisie sur ceux de l'ennemi. Ce sont de la chair à

(Suite en page 2)

Paix sociale et guerre impérialiste

Ce texte de synthèse des positions du communisme révolutionnaire sur la nature et les caractéristiques des guerres dans le cours du développement historique de la société bourgeoise, ainsi que sur la ligne théorique et politique de classe que le prolétariat devrait suivre à leur égard, est paru dans notre revue « programme communiste » numéro 11, d'avril-juin 1960. Il faisait écho à l'édito du «programme communiste» précédent de janvier-mars 1960, qui sous le titre « Honte et mensonge de la détente » fustigeait l'illusion d'un nouveau cours pacifiste du capitalisme dans lequel pourrait s'apaiser les tensions et conflits entre les impérialismes dominants ou cherchant à dominer. Cette illusion était portée par la longue visite de Khrouchtchev, premier secrétaire du Comité Central du P.C. de l'Union soviétique, à son ho-

mologue américain, le Président Eisenhower en septembre 1959.

Cet éditto rappelait donc que : «La vérité est que le capitalisme et la paix sont incompatibles et que la guerre a ses racines non pas dans des volontés humaines, fussent-elles de la classe dominante, mais dans les lois de l'économie capitaliste, qu'aucune volonté humaine ne pourra modifier.»

Aujourd'hui, sous les grondements des canons en Ukraine et en compagnie du spectre d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale, ces lignes qui percutent tous les discours bourgeois passés sur la paix ou la coexistence pacifique, prennent toute leur valeur en rappelant aux prolétaires de tous les camps que la guerre actuelle à l'Est de l'Europe n'est pas la leur, mais cel-

(Suite en page 12)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

(Suite de la page 1)

canon parce que dans les guerres bourgeoises les masses prolétariennes, armées pour défendre le capitalisme national, constituent la majorité des troupes militaires ; et ils le sont parce que dans les guerres modernes, les villes, les villages, les usines sont systématiquement bombardées pour affaiblir les troupes sur les fronts de guerre et pour empêcher toute forme de résistance qui pourrait surgir des populations civiles.

Les lois de la guerre bourgeoise ne sont que les lois de la concurrence économique capitaliste poussées à leurs conséquences extrêmes. Des lois qui répondent aux mêmes besoins de survie du capitalisme et de domination politique bourgeoise sur la société ; le général prussien Von Clausewitz, au début du XIXe siècle, affirmait déjà que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, c'est-à-dire par des moyens militaires ; la guerre n'est donc pas un acte politique isolé des autres actes politiques, mais la continuation de la politique. Cette affirmation est si vraie qu'elle vaut non seulement pour la guerre bourgeoise, mais aussi pour la guerre de classe prolétarienne, pour la révolution prolétarienne.

Il reste que la paix bourgeoise succède tôt ou tard à la guerre bourgeoise, la paix impérialiste à la guerre impérialiste ; une paix que les bourgeoisies belligérantes déclarent toujours vouloir, mais continuent à faire la guerre pour accumuler le maximum d'avantages possibles dans les négociations de paix venir ; la paix sert à chaque bourgeoisie pour relancer son économie, pour la reconstruction d'après-guerre, et comme tous les gouvernements bourgeois le déclarent mensongèrement, pour une nouvelle ère de « prospérité ». Mais de même que la paix impérialiste n'est qu'un intervalle entre deux guerres, de même la prospérité bourgeoise temporaire n'est que la préparation d'une crise future, et d'une guerre future. Il suffit de jeter un coup d'œil aux décennies qui nous séparent de la fin de la seconde guerre mondiale pour comprendre que la réalité bourgeoise n'est pas autre chose.

Le 1er mai de cette année tombe lui aussi dans une période de guerre, cette fois aux frontières orientales de l'Europe, après la guerre de vingt ans de l'OTAN en Afghanistan, les guerres en Syrie, en Libye, en Irak, les guerres du Caucase et celles de Yougoslavie, également dans les pays d'Europe de l'Est, sans parler des guerres en Afrique.

Au bout de deux décennies, la guerre partie de Serbie, de Croatie, de Bosnie, du Kosovo revient tonner dans le ciel de l'Europe. Les prolétaires, non seulement des pays directement impliqués dans les massacres de la guerre, mais aussi les prolétaires des pays impérialistes qui déclenchent la guerre et amplifient ses effets destructeurs, sont impliqués parce qu'ils doivent soutenir, « chez eux », l'effort de guerre de leur propre bourgeoisie ; et si les effets de la guerre provoquent des crises d'approvisionnement en ressources alimentaires ou énergétiques - comme aujourd'hui du fait de la guerre russo-ukrainienne - c'est un fait que ces effets frappent durement et de manière générale surtout les masses prolétariennes dans leurs conditions d'existence et dans leurs conditions de travail.

Toutes les bourgeoisies assurent que la guerre est évitable si un équilibre est trouvé entre les différents intérêts opposés représentés par les États et par les trusts économique-financiers ; et quand la guerre a éclaté, qu'elle peut être arrêtée à un certain moment grâce aux pressions que les États les plus puissants peuvent exercer par la voie diplomatique ou par des négociations secrètes. Il n'y a pas de doute que les voies diplomatiques et les négociations secrètes sont toujours présentes pendant les guerres, mais leurs résultats dépendent inévitablement de ce qui est le véritable but de la guerre : forcer les adversaires à accepter les conditions du plus fort.

La même chose se produit dans les conflits sociaux, et cela montre que la perspective d'un peuple où régneraient les facteurs d'unité nationale est totalement fautive : la réalité sociale est donnée dans tous les pays par l'antagonisme de classe qui oppose sans trêve la classe bourgeoise à la classe prolétarienne. La classe bourgeoise, en effet, est en lutte constante à la fois contre les bourgeoisies opposées dans une compétition qui a toujours été internationale, et contre les masses prolétariennes, même lorsque celles-ci ne se rebellent pas en utilisant leur propre force pour défendre leurs intérêts de classe.

La bourgeoisie possède une arme efficace qui a été dévoilée par le marxisme : la **concurrence entre prolétaires**. La concurrence commerciale qui pousse les capitalistes à produire plus et moins cher pour être compétitifs, rejaillit sur cette marchandise particulière qu'est le travail salarié dont tout capitaliste veut obtenir plus de productivité à moindre coût. La concurrence entre prolétaires, pour les bourgeois, est assim-

lée à la concurrence entre deux marchandises qui, dans ce cas, se heurtent sur le marché du travail : la plus productive l'emporte sur la moins productive qui, de ce fait, est moins bien payée, est utilisée de manière temporaire ou est simplement expulsée des cycles de production. Les emplois mal payés, les travailleurs précaires, le travail à la pièce, le travail au noir et le chômage augmentent. Même dans les périodes de prospérité économique, les capitalistes ont intérêt à creuser l'écart entre les couches les plus productives des travailleurs et toutes les autres ; ils ont intérêt, en même temps, à entretenir la masse des chômeurs au moindre coût car elle exerce spontanément - pour les besoins de la survie quotidienne - une forte pression sur la masse des travailleurs employés, en étant prête à travailler à des coûts inférieurs à ceux considérés comme nécessaires pour éviter dans la pauvreté absolue. La concurrence entre prolétaires ne disparaît pas dans les périodes de prospérité, et elle a cette particularité de s'aggraver dans toutes les périodes de crise économique. Mais étant donné que la société capitaliste rencontre des périodes de crise de plus en plus fréquentes, précisément à cause de sa grande vitalité productive, alors que les marchés ont de plus en plus de difficulté à absorber les quantités de plus en plus gigantesque de biens produits, la tendance à accroître de façon exponentielle l'exploitation du travail salarié affecte de plus en plus les conditions d'existence et de travail du prolétariat dans tous les pays.

C'est le capitalisme lui-même qui a fait, et continue à faire du prolétariat une classe internationale, non seulement parce que son développement international signifie aussi la croissance du nombre des masses prolétariennes à exploiter ; mais aussi parce que l'accroissement de la concurrence entre capitalistes accroît la quête de masses prolétariennes à exploiter à des coûts inférieurs à ceux des prolétaires des pays capitalistes avancés. C'est le capitalisme qui est à la source de l'internationalisation du prolétariat en tant que classe salariée, mais son but n'est certainement pas d'unir les prolétaires du monde en une seule armée en lutte. Cette tâche revient aux prolétaires eux-mêmes et c'est dans cette perspective que les communistes révolutionnaires agissent dans la société capitaliste.

Les luttes prolétariennes pour la défense des conditions de vie et de travail n'ont jamais disparu parce qu'elles sont une réaction spontanée contre des con-

ditions matérielles intolérables ; mais elles sont constamment détournés vers le terrain de la collaboration interclassiste, grâce à la mise en place d'amortisseurs sociaux de toutes sortes grâce auxquels les bourgeoisies impérialistes, les plus grands exploiters des prolétaires et des peuples des pays dominés, peuvent traiter un mieux leurs les prolétaires nationaux. Ces luttes pouvaient se calmer en Angleterre, en Allemagne ou aux États-Unis ; mais elles éclataient en Russie, en Chine ou au Japon ; elles se sont régénérées dans les pays capitalistes avancés face aux graves crises économiques par la mobilisation de catégories particulières, comme les mineurs, les cheminots, les métallurgistes, les sidérurgistes, les enseignants, ou ont pris la forme de véritables révoltes sociales impliquant toutes les couches sociales les plus faibles, y compris la paysannerie et le prolétariat féminin et juvénile, comme dans les pays d'Amérique latine, du Moyen-Orient ou d'Asie du Sud-Est. Sous le capitalisme, les contrastes sociaux sont destinés à s'accroître, non pas tant parce que la « conscience » des prolétaires en général augmente, mais parce que leurs conditions matérielles deviennent de plus en plus intolérables.

Ce sont les facteurs matériels qui poussent à l'action, la « conscience » ne vient qu'ensuite ; comme l'affirme le marxisme, la conscience de classe qui anticipe le déroulement de la lutte entre les classes jusqu'à l'issue historique de la révolution prolétarienne ne se trouve que dans le parti de classe, l'organe qui s'est historiquement formé en l'espace de cent soixante-quinze ans de domination capitaliste dans le monde sur la base, précisément, du développement de la lutte des classes, des révolutions et des contre-révolutions et qui défend - au-dessus des flux et reflux de la lutte prolétarienne pour son émancipation sociale, au-dessus des tempêtes sociales, des crises et des défaites - la même orientation vers l'issue révolutionnaire.

Pour que les prolétaires recommencent à se considérer non pas comme un accessoire de la machine productive du capitalisme, non comme une pièce de rechange pour celle-ci, mais comme une force sociale qui a une tâche historique grandiose - celle de vaincre à jamais la société capitaliste - ils doivent retrouver le terrain de la lutte de classe en plaçant les revendications unificatrices traditionnelles classistes au centre de leurs combats, car elles impliquent tous les prolétaires, quels que soient leur catégorie, leur sexe, leur âge, leur nationalité :

- **Réduction drastique du temps de travail quotidien**

- **Hausse des salaires, plus élevée pour les catégories les moins bien payées**

- **Diminution substantielle des rythmes et de la pénibilité du travail**

- **Introduction et augmentation systématique des mesures de sécurité au travail**

- **Salaires intégral pour les licenciés et les chômeurs**

- **Egalité des salaires et réglementations entre prolétaires masculins et féminins, entre natifs et immigrés.**

Le cadre dans lequel ces revendications ont une signification de classe est celui de la lutte **contre la concurrence entre prolétaires** qui ne peut être menée avec succès qu'avec des organisations prolétariennes indépendantes de la bourgeoisie et de multiples formes de collaboration interclassiste. Ces organisations ne peuvent renaître que de la lutte de classe, c'est-à-dire de la lutte qui vise à défendre **exclusivement les intérêts de classe** du prolétariat sur le terrain économique immédiat comme sur le terrain politique général contre la classe dirigeante et son État. La lutte de classe du prolétariat dont l'objectif est la conquête du pouvoir politique et l'instauration, contre la dictature du capital, de la dictature du prolétariat, repose nécessairement sur les grandes masses prolétariennes organisées sur le terrain de la défense économique immédiate, qui ont accumulé au cours du temps les enseignements fondamentaux de la lutte anticapitaliste.

L'histoire du mouvement ouvrier a enseigné que les intérêts de classe prolétariens sont **incompatibles** avec ceux de la classe dirigeante bourgeoise. Cette dernière utilise toutes les armes qu'elle a accumulées dans la lutte contre le prolétariat - du chantage économique à la paix sociale, de l'engagement politique alimenté par la démocratie dans ses milliers d'institutions à la répression policière et militaire, de la compétition entre catégories, secteurs, âge, sexe, nationalité, convictions politiques ou religieuses aux mythes de carrière et de professionnalisme de plus en plus élevé - afin d'obtenir le maximum de productivité et de compétitivité de l'exploitation de la main-d'œuvre salariée, donc le maximum de profit sur les marchés nationaux et internationaux. Pour la bourgeoisie, habituer le prolétariat à se plier aux exigences du capitalisme en temps de paix signifie habituer le prolétariat à se plier aux exigences du capitalisme en temps de guerre.

La concurrence bourgeoise de plus en plus impitoyable n'exclut pas, au contraire, l'appel des masses prolétariennes à « l'unité nationale » ; cette « unité

nationale » est vitale pour la bourgeoisie car elle essaye ainsi de prévenir tout conflit social, toute rébellion prolétarienne, toute agitation ouvrière qui entrave le grand plan de la classe dominante : utiliser son propre prolétariat national non seulement comme force productive en soutien de son économie en crise, mais comme une masse de choc dans la guerre militaire. Et quand les moyens de l'idéologie bourgeoise, les moyens légaux et pacifiques, ne suffisent plus à convaincre les masses prolétariennes d'accepter les exigences du capitalisme, alors la bourgeoisie passe aux mesures d'un contrôle social toujours plus étroit et elle déchaîne ses moyens classiques de répression contre les prolétaires qui se révoltent pour ne pas devenir de la chair à canon après avoir été tués de fatigue au travail.

La crise dans laquelle est rentré le capitalisme mondial concentre de plus en plus son épice en Europe, berceau du capitalisme international, berceau de l'esclavage salarié répandu dans le monde, berceau de l'impérialisme moderne, berceau des massacres de millions de prolétaires dans les guerres bourgeoises. La guerre russo-ukrainienne est là pour démontrer que le capitalisme n'a d'autre moyen de lutter contre ses propres crises que de passer de la guerre économique et commerciale à la guerre tout court. Et tandis que les prolétaires ukrainiens et les prolétaires russes s'entretuent, les bourgeois, les capitalistes, les boursiers, les oligarques, les grands milliardaires du monde entier continuent de se remplir les poches aujourd'hui avec les profits tirés de la guerre, en attendant de le faire demain avec ceux issus de la reconstruction d'après-guerre.

Contre l'unité nationale avec la bourgeoisie, antichambre cynique d'une exploitation plus intense des masses prolétariennes en temps de paix, et de la mobilisation militaire générale en temps de guerre, le prolétariat n'a qu'une alternative : la reconquête du terrain de la lutte de classe d'abord contre sa propre bourgeoisie nationale, sur laquelle il peut fonder sa force de classe internationaliste.

- **Contre tout nationalisme, contre toute mobilisation guerrière, prolétaires de tous les pays unissez-vous !**

- **Contre la guerre bourgeoise, contre la guerre impérialiste, les prolétaires ont leur propre alternative historique : la guerre de classe, la révolution prolétarienne !**

- **Que 1er mai redevienne la journée internationale de la lutte du prolétariat dans tous les pays, contre toutes les bourgeoisies dominantes !**

La NUPES: une nouvelle union électorale anti-prolétarienne

(Suite de la page 1)

le soutien au candidat bourgeois destiné à gouverner, le président sortant, au nom d'une imaginaire «menace fasciste». Rien n'a manqué à ce scénario bien rodé, y compris des manifestations de rue contre Le Pen à l'appel des partis de gauche, de la CGT, du NPA, de l'UNEF, etc. S'il en était besoin, le co-président du MRAP a expliqué le sens de ces manifestations: «on ne dit pas 'votex Macron', mais ça revient à ça» (1).

C'est l'écho dérisoire de la funeste tactique de «l'antifascisme démocratique». Dans les années trente du siècle dernier, lorsque la menace fasciste bien réelle représentait une menace mortelle, cette tactique a paralysé les prolétaires en les appelant à s'unir aux bourgeois «démocrates» et à défendre l'Etat bourgeois démocratique. Complètement désarmé par cette alliance avec l'ennemi de classe, même appelé «démocratique», le prolétariat qui avait abandonné dans cette alliance ses armes de classe, fut une proie facile pour la contre-révolution bourgeoise. Contre le fascisme seule la lutte révolutionnaire anticapitaliste menée sur une base indépendante de classe peut être victorieuse.

Aujourd'hui, il n'existe pas de menace fasciste, car le système démocratique assure sans aucun problème le maintien du capitalisme et de l'ordre bourgeois. Même si elle a mis de l'eau dans son vin, l'arrivée de Le Pen au pouvoir signifierait sans aucun doute une aggravation de la politique bourgeoise anti-prolétarienne, raciste et répressive; elle signifierait aussi une aggravation des tensions politiques, sans compter que la formation d'un gouvernement souverainiste d'extrême droite générerait les ambitions impérialistes françaises en Europe. C'est pourquoi les cercles bourgeois décisifs y sont opposés: la politique menée par Macron répond parfaitement à leurs besoins et il réussit en outre à surmonter les crises qui se succèdent!

La réédition à l'identique du match Macron - Le Pen du deuxième tour des présidentielles, ne peut pas masquer les changements du théâtre politique bourgeois; le principal est l'effondrement des deux grands partis politiques qui ont été les piliers de la stabilité politique en France depuis quarante ans, le PS et le parti gaulliste (sous ses diverses appellations). Les analystes politiques parlent parfois à ce sujet de «fatigue démocratique» alors qu'il s'agit de l'usure de partis dits «de gouvernement» qui ont mené

des politiques substantiellement identiques, en contradiction avec leur opposition proclamée.

A leur place se constitue un nouveau parti bourgeois de gouvernement, entre autres plus sensible aux secteurs capitalistes les plus libéraux et moins aux «pouvoirs intermédiaires», «En Marche», qui se disait «et de gauche et de droite» – sans doute parce qu'il s'est fondé avec des responsables venus des deux bords...

Mais la stabilité politique ne peut être assurée par la seule dualité En Marche - extrême droite; le RN a beau se présenter comme le premier «parti ouvrier» et mettre des revendications sociales dans son programme, il reste largement étranger au prolétariat comme le démontre son absence lors des luttes ouvrières. Le maintien de l'ordre bourgeois est précaire en l'absence d'une force politique dont la victoire électorale est possible pour détourner les prolétaires de la lutte ouverte contre les capitalistes et leur Etat. C'est exactement ce vide qu'entend combler la France Insoumise: Mélenchon n'a-t-il pas déclaré que sa victoire rendrait inutiles les luttes et les manifestations?

UNE NOUVELLE «UNION DE LA GAUCHE» ?

Après les présidentielles et le bon score de Mélenchon, arrivé troisième (ce qu'il n'avait pu réaliser il y a 5 ans), une union électorale s'est donc constituée, la «Nouvelle Union Populaire Ecologiste et Sociale». La NUPES se veut une nouvelle «Union de la Gauche» constituée en 1972 entre le PS, le PCF et le Parti Radical.

Mais les choses sont bien différentes. Créée après la déroute électorale du PS lors des élections présidentielles de 1969 (5% des voix), l'Union de la Gauche avait l'objectif de présenter une alternative aux luttes ouvrières de l'après grève générale de mai-juin 1968. Elle s'appuyait sur la forte présence du PCF dans les entreprises et les syndicats qui y faisait la chasse aux ouvriers combattifs, dénoncés comme «gauchistes»; «une seule solution le programme commun!» était alors le slogan de cette union qui prétendait qu'un gouvernement de gauche prendrait des mesures anticapitalistes conformément à ce programme. Les organisations d'«extrême» gauche apportaient leur soutien –«critique» bien sûr! – à cette union anti-prolétarienne.

La NUPES d'aujourd'hui n'a pas la

force de l'Union de la gauche dans le prolétariat dont elle pourra plus difficilement brider les luttes: sa faiblesse principale est qu'elle est en réalité une alliance purement électorale qui en dépit des fanfaronnades de Mélenchon vise essentiellement à sauver les sièges des députés de gauche sortants.

Comme autrefois elle est soutenue par nombre de prétendues organisations d'extrême gauche, à commencer par les trotskystes lambertistes du POI qui prétent leur local parisien et qui d'ailleurs pratiquent l'entrisme au sein de LFI. Le NPA avait négocié pour intégrer cette union; mais il a rompu les négociations après le refus de la NUPES d'accorder une investiture à Poutou (il appelle quand même à voter pour elle) (2).

Comme autrefois son programme mélange poudre aux yeux à destination des prolétaires et assurance de défense des intérêts capitalistes et impérialistes à destination des bourgeois et des petits bourgeois.

Comme autrefois elle veut redonner sa crédibilité au cirque électorale (Mélenchon se vante d'avoir ramené des abstentionnistes vers les urnes) et à la démocratie bourgeoise.

Comme autrefois c'est une union anti-prolétarienne qu'il est nécessaire de démasquer et de combattre: le salut des prolétaires ne viendra pas des urnes, mais de la lutte de classe poussée jusqu'à la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, indispensable pour révolutionner de fond en comble la société!

(1) <https://www.france24.com/fr/france/20220416-pr%C3%A9sidentielle-un-samedi-de-manifestations-contre-l-extr%C3%Aame-droite-en-france>

(2) La «tendance claire» du NPA, qui se prétend révolutionnaire, avait appelé à voter Mélenchon dès le premier tour.

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Souscrivez !

- «le prolétaire» Journal bimestriel
- «Programme communiste» : Revue théorique en français
- «il comunista» : Journal bimestriel en italien
- «el programa comunista» : Revue théorique en espagnol
- «Suplemento Venezuela» al «el programa comunista»
- «el proletario» : Journal en espagnol
- «Proletarian» : Supplément en anglais à «le prolétaire»

Contre l'ordre bourgeois et ses guerres Pour la lutte de classe prolétarienne et la révolution communiste!

CIRQUE ELECTORAL

La énième représentation du cirque électoral a eu les mêmes résultats que les précédentes : plein succès pour le système politique démocratique qui fonctionne encore à la grande satisfaction des bourgeois, et défaite totale pour les prolétaires qui y ont participé. Le but précis de ce système est de prévenir au maximum la lutte de classe contre les capitalistes et leur Etat en détournant les prolétaires vers le terrain factice des compétitions électorales à répétition. Mais la victoire électorale de tel ou tel candidat, l'arrivée au pouvoir de tel ou tel parti ne peut rien changer de fondamental dans le fonctionnement du capitalisme et la domination des grands groupes bourgeois : les prolétaires restent des esclaves salariés, contraints pour vivre de vendre leur force de travail aux patrons ; l'Etat, aussi démocratique qu'il se dise, reste au service exclusif du capitalisme qui détermine ses orientations et celle des politiciens élus à sa tête. Ces derniers n'ont pas d'autre possibilité que d'obéir aux intérêts capitalistes fondamentaux, en abandonnant ce qui dans leur programme pouvait les gêner : les gouvernements de gauche successifs l'ont amplement démontré...

On a vu encore une fois le RN jouer le rôle, bien rodé depuis des décennies, d'épouvantail servant à pousser nombre d'électeurs à soutenir le candidat bourgeois qui pendant 5 ans a multiplié les attaques anti-ouvrières et qui en promet d'autres, parce qu'il les « protégerait » d'attaques encore plus brutales ! Ce n'est pas en soutenant son adversaire ce classe qu'on peut s'en défendre, mais seulement par la lutte véritable, classe contre classe !

Une particularité des dernières élections, outre la quasi-disparition des partis de gauche traditionnels, trop usés par leur soutien à l'ordre bourgeois, est le bon score de la « France Insoumise ». Celle-ci veut du coup être le pilier d'une « recomposition » à gauche en proposant un accord électoral au PC, au NPA et aux Verts. Il s'agit d'une tentative pour reconstituer une « union de la gauche » réformiste, qui ne pourra comme la précédente que duper les prolétaires. Les stratèges de la Macronie auraient préféré, paraît-il, un deuxième tour avec Mélenchon, « pour évacuer la question sociale » : les bourgeois savent

l'utilité d'une force politique réformatrice suffisamment puissante ou crédible pour contrôler la classe ouvrière ; ce n'est pas pour rien que le démagogue Mélenchon se fixe l'objectif de devenir premier ministre de Macron : autrefois on évoquait un « troisième tour social » pour parler des grèves et des luttes suivant une élection ; Mélenchon, lui, invente à sa place un troisième tour électoral renforçant la diffusion de l'opium démocratique...

GUERRE EN UKRAINE : TOUT LE CAPITALISME EST RESPONSABLE DES POUSSEES GUERRIERES

A l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour des raisons stratégiques mais aussi pour mettre la main sur les riches minières du Donbass (fer, titane, terres rares, etc.), a répondu une « guerre économique » des pays occidentaux contre Moscou et une livraison sans cesse croissante d'armes de tout type à Kiev ; la plupart des pays européens ont parallèlement annoncé une forte hausse de leurs budgets militaires. Les pays européens prétendent être d'innocentes « démocraties » confrontées à la brutalité d'un « autocrate », mais ils ont tous participé à des guerres meurtrières comme en Afghanistan ou en Irak (et en Yougoslavie). Quant à la France elle n'a pratiquement jamais cessé de faire la guerre en Afrique. En réalité, c'est tout le capitalisme qui est responsable des poussées guerrières. Outre les victimes directes de la guerre en Ukraine qui se chiffrent sans doute par dizaines de milliers, et les millions de réfugiés, ce sont les prolétaires qui subiront les retombées de la crise, dont l'augmentation de l'inflation n'est qu'un avant-goût : les guerres extérieures se traduisent toujours par des guerres sociales internes !

LA DIVERSION ELECTORALE ET LES LIMITES DE L'ABSTENTION

Face à l'exploitation et la répression capitalistes, face à l'accroissement annoncé des attaques bourgeoises, face à la crise, le cirque électoral est une diversion complète. Les prolétaires qui sont toujours plus nombreux à choisir l'abstention l'ont sans doute compris ; mais l'abstention ne suffit pas. Ce qui est indispensable, c'est le retour à la

lutte ouverte contre les patrons et l'Etat bourgeois, le retour à la lutte de classe anticapitaliste. Cela passe par la rupture avec le cirque électoral et tous ses figurants de gauche ou d' « extrême » gauche, avec la collaboration de classe et les organisations qui la pratiquent, par la reprise des méthodes et des moyens de la lutte classiste et par l'organisation indépendante de classe au niveau de la lutte immédiate comme à celui de la lutte politique. C'est la seule voie non illusoire pour combattre et vaincre enfin le capitalisme !

Pour le retour à la lutte de classe prolétarienne !

Pour l'union des prolétaires par-dessus toutes les frontières et tous les fronts de guerre !

Pour la reconstitution du Parti de classe international !

Pour la révolution communiste mondiale !

24/04/2022

« Il Comunista »

N° 173 Aprile-Giugno 2022

Nell'interno

- Il partito di classe lavora nell'oggi per la rivoluzione di domani
- Proletariato e guerra imperialista
- Ucraina. Una guerra che continua a preparare il terreno a future guerre in Europa e nel mondo
- La Fiat - oggi Stellantis - in Serbia attua misure antioperaie che poi adotterà in Polonia, in Slovacchia, in Italia e in Germania
- Nella continuità del lavoro collettivo di partito guidato dalla bussola marxista nella preparazione del partito comunista rivoluzionario di domani (Rapporti alla riunione generale di Milano del 14-15 maggio 2022)
- L'economia globale nel 2022: dalla speranza per i nuovi «ruggenti anni Venti» alla paura della «stagflazione»
- Miraggi e realtà indo-pacifici
- Corre l'inflazione e i prezzi salgono
- Come sempre, per le sue guerre sporche, la borghesia utilizza anche i mercenari
- Partito Comunista d'Italia (sezione dell'Internazionale Comunista). Il Congresso, 20-24 marzo 1922. Tesi di Roma: Tesi sulla tattica - Tesi agrarie - Tesi sindacali
- Guerra e crisi alimentare
- A proposito del proletariato come «Quarto Stato»
- Mariupol: rischio di un'epidemia di colera

Giornale bimestrale - Una copia 2 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 10 €, 25 CHF; £ 7,5 - Abbonamento annuo di sostegno: 20 €, 50 CHF; £ 15

Guerre bourgeoise et propagande de l'horreur

Pour la bourgeoisie la propagande de l'horreur est une arme de guerre.

Tous les belligérants utilisent cette arme à leurs propres fins. Le but le plus important qui est poursuivi en documentant avec des images réelles ou spécialement fabriquées, est de justifier la guerre contre l'ennemi; la population est appelée à se rassembler dans la grande et miraculeuse unité nationale afin d'accroître la force d'impact, ou de résistance, des opérations militaires. Depuis la seconde guerre mondiale, les guerres que mènent les classes dominantes pour le partage des marchés et du monde impliquent de plus en plus les populations civiles des pays où se déroulent les affrontements militaires. Bien sûr, en frappant la population civile des pays «ennemis», on sape l'esprit combatif de leurs troupes, en les affaiblissant, les désorientant, les démoralisant, les poussant à se rendre. Plus «l'ennemi» résiste, plus sa population civile est frappée, massacrée, contrainte de fuir ses foyers. Les opérations militaires des classes dominantes bourgeoises ne répondent à aucune morale : elles sont préparées, organisées, conduites dans le seul but de plier l'ennemi à leurs intérêts immédiats et futurs, intérêts qui ne sont pas seulement militaires, mais politiques, économiques et de domination; les vies humaines massacrées sont simplement des dommages nécessaires, souvent hypocritement passés pour... «collatéraux».

En dépit des conventions internationales illusoirement prescrivant de ne pas utiliser certaines armes ou de ne pas s'en prendre aux civils désarmés, tous les moyens sont, quoi qu'il en soit, utilisés. La pitié disparaît; c'est un sentiment tout à fait épisodique et lié à l'embarras de certains soldats qui individuellement ne supportent pas l'horreur à laquelle ils participent. Les bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, les gaz, les bombes au phosphore, les bombes à fragmentation, les objets explosifs déguisés en objets d'usage courant de la vie quotidienne, les mines antipersonnel, les bombes bactériologiques et les mille autres inventions que la technologie moderne permet de mettre en pratique pour tuer, massacrer, anéantir les ennemis du moment, démontrent que la société bourgeoise, tout en bavardant sur la démocratie, la cohésion nationale, les valeurs partagées et surtout la recherche de la paix, n'est qu'une horreur permanente. Les médias bourgeois tiennent pour acquis que la guerre apporte des-

truction, mort et horreurs, mais ils sont étonnés quand ces horreurs se produisent même en temps de paix.

En fait, la société capitaliste, en accumulant et multipliant les violences sociales, les inégalités, l'exploitation intensive du travail salarié et des ressources naturelles, en développant la concurrence effrénée entre capitalistes et entre États, ne fait que systématiser l'horreur sur laquelle elle s'est développée et grâce à laquelle elle se maintient en vie. Que sont les accidents et les décès systématiques au travail ? les blessés et les morts dans des catastrophes continues causées par des glissements de terrain, des inondations, des incendies, des catastrophes aériennes, navales, ferroviaires, routières et des tremblements de terre ? que sont les violences et meurtres quotidiens, notamment contre les femmes ou pour des motifs racistes ou contre des groupes de personnes sans défense qui servent de cibles à des actes de vengeance, dans les écoles, les hôpitaux, dans la rue ? Que sont-ils sinon la preuve que la société bourgeoise actuelle est la société des horreurs, la société des désastres, la société de la mort et des atrocités ?

Les moyens de communication les plus modernes, grâce aux technologies de pointe, peuvent désormais faire entrer dans tous les foyers, via la télévision et les téléphones portables, des scènes et des films de destruction, de répression, de morts et de blessés parfois torturés; ainsi l'horreur devient une chose quotidienne, suscite une curiosité morbide et, en même temps, la peur. Aux mains de grandes entreprises industrielles et financières, les moyens de communication sont évidemment au service de leurs intérêts. Si d'une part les atrocités commises par «l'ennemi» sont montrées et décrites en détail, les atrocités commises par l'autre camp sont cachées ou falsifiées. Dans les deux cas, les belligérants utilisent l'horreur de la même manière pour induire des sentiments de solidarité et de vengeance de part et d'autre et justifier les massacres mutuels. Il est évident que les opérations de guerre menées par les armées les plus puissantes et les mieux organisées provoquent plus de destructions, plus de morts, plus d'atrocités en fonction des buts visés, du déroulement de la guerre, de la résistance et des contre-attaques de «l'ennemi». Sans remonter à la Seconde Guerre mondiale, il suffit de regarder les guer-

res d'Irak, de Libye, de Syrie ou de Yougoslavie pour se rendre compte que les horreurs de la guerre ne sont que la continuation, par des moyens militaires, de la politique bourgeoise et impérialiste menée précédemment.

La question est donc : à quels intérêts répond la politique mise en œuvre par la classe dirigeante bourgeoise en temps de paix ? Ce sont exactement les mêmes auxquels elle répond en temps de guerre, sauf qu'alors les moyens répressifs et coercitifs utilisés pour maintenir l'ordre capitaliste sont beaucoup plus concentrés et destructeurs, qualitativement et quantitativement, dans l'espace et dans le temps, qu'ils ne le sont en temps de paix. La classe bourgeoise ne modifie pas sa nature de classe dirigeante en passant de la paix à la guerre, ou inversement : ce qu'elle modifie, ce sont précisément les moyens militaires à plus ou moins grande échelle, plus ou moins destructeurs, plus ou moins locaux, plus ou moins mondiaux. Il ne faut pas oublier que le capitalisme s'est toujours développé à travers des guerres qui ne sont rien d'autre que le moment historique d'une crise majeure de la société bourgeoise. Le développement même de l'économie capitaliste conduit – lorsque les crises économiques et financières ne peuvent plus être surmontées par des mécanismes de compensation économique, financière et sociale – à la crise guerrière. Les conflits d'intérêts entre entreprises, monopoles et États, qui ont atteint la limite de la tension provoquée par la crise de surproduction, demandent objectivement à être surmontés par une *destruction* toujours plus grande de forces productives. La guerre impérialiste est alors la seule «solution» qui soit à la disposition des classes dirigeantes bourgeoises. C'est pourquoi la guerre est **inévitabile** dans la société capitaliste; c'est la politique bourgeoise elle-même – la politique de domination, la politique de conquête de marchés toujours plus vastes au détriment des autres concurrents – qui conduit les classes dirigeantes, de plus en plus en opposition les unes avec les autres, à prolonger leur politique économique en politique de guerre. La «libération» de territoires et de pays, toujours évoquée par l'un ou l'autre camp des belligérants, est en réalité la libération des marchés : les marchés sont «libérés» d'une concurrence momentanément anéantie par la guerre pour faire place aux vainqueurs; une

concurrence qui pourtant ne disparaît jamais, car elle fait partie intégrante du capitalisme; en se renouvelant, elle ne fait que reconstituer les facteurs de tension et de contraste qui conduiront à nouveau à la guerre.

Lorsque la tension dans les relations internationales atteint des niveaux qui ne sont plus contrôlables, et cela quelle que soit la préparation de chaque classe dirigeante bourgeoise à la guerre – comme le démontrent la course aux armements et leur modernisation continue –, la bourgeoisie est incapable de prévoir combien de temps la guerre durera (les guerres-éclaircies ont toujours été une pure illusion), ni combien de ressources elle devra déployer pour vaincre, ni combien de temps elle pourra compter sur la «cohésion nationale» de sa population, ni quelles seront les conséquences des tensions sociales internes et des défaites dans les différentes batailles, ni si les alliés de la première heure seront les mêmes pendant toute la durée de la guerre. De même que le mode de production capitaliste n'est pas contrôlable par la bourgeoisie – en fait elle n'en est que la représentante, et c'est sur lui qu'elle a érigé son pouvoir politique, ayant hérité de la propriété privée et de l'organisation de l'État des sociétés plus anciennes – de même ne sont contrôlables ni le marché, ni le capital, ni le développement des forces productives, ni la guerre, ni la paix.

La bourgeoisie, de classe révolutionnaire, c'est-à-dire porteuse du développement des forces productives dans le cadre de l'ancienne société féodale, est devenue inévitablement au fil du temps une classe réactionnaire, c'est-à-dire une classe qui maintient son pouvoir politique par la force alors qu'elle ne peut plus développer ces forces productives que le mode de production capitaliste a générées et qui, précisément à cause de ses contradictions intrinsèques, doivent nécessairement être détruites pour faire place à de nouveaux cycles de production. La loi de la valeur, si d'une part elle a signifié une puissante impulsion au développement capitaliste, constitue d'autre part, en même temps, un puissant frein au développement des forces productives; le capital s'autoconsomme pour survivre, il se nourrit du travail humain, grâce auquel il s'accumule et se valorise, exclusivement pour survivre en tant que capital. Aux contradictions intrinsèques au mode de production capitaliste s'ajoutent celles inhérentes à l'État national, c'est-à-dire à l'organisme centralisé qui a été créé – outre ses fonctions sociales – pour tenter de surmonter les contradictions économiques découlant de la production par entrepri-

ses et de leur concurrence sur le marché, mais qui en réalité joue le rôle du plus grand défenseur des centres capitalistes les plus puissants qui monopolisent le marché national, et donc celui du plus grand défenseur du capitalisme national. La guerre de concurrence entre les capitaux se transforme, à un certain moment du développement du capitalisme, en une guerre entre États, en une guerre ouverte.

La politique bourgeoise qui soutient et défend, politiquement, diplomatiquement et économiquement, les intérêts du capitalisme national contre les intérêts de tous les autres capitalismes nationaux existants, prolonge son activité – dans la lutte de concurrence internationale – au niveau de la confrontation militaire. L'État, donc, de plus grand défenseur des intérêts nationaux devient le plus grand agresseur des intérêts des autres bourgeoisies. La guerre, c'est-à-dire l'utilisation de moyens militaires pour affirmer ses intérêts nationaux, a pour tâche de «résoudre» les conflits inter-capitalistes, et donc inter-impérialistes, que les pressions politiques et les accords ne parviennent plus à «résoudre», que la tactique des menaces, sanctions, embargos ne parvient plus à «résoudre». Par conséquent, la guerre, outre la tâche de détruire d'énormes quantités de marchandises invendues et d'énormes quantités de forces productives inutilisées à cause des crises de surproduction, est aussi le moyen par lequel les États les plus puissants dominent les plus faibles, partageant le monde – donc les marchés – entre les vainqueurs.

Pour faire la guerre, la bourgeoisie a besoin de mobiliser tout le pays, surtout les forces productives, donc le capital et les salariés; elle a besoin d'unir toutes les classes sociales en une seule armée. Cette «union nationale» ne se forme pas spontanément, elle n'est pas automatique. La bourgeoisie doit la préparer, la construire et la maintenir dans la durée car elle doit atténuer les contrastes sociaux existants qui, avec les crises économiques, et avec la crise guerrière en particulier, tendent à s'aggraver. Pour réaliser cette «union nationale» indispensable à sa survie en tant que classe dirigeante, la bourgeoisie utilise tous les moyens possibles : légaux et illégaux, licites et illicites, moraux et amoraux, pacifiques, répressifs, terroristes. Pour envoyer des masses de prolétaires et de soldats à l'abattoir, il ne suffit pas de les contraindre – ce qu'elle fait, bien sûr – mais il faut aussi les convaincre de la «justesse» de la guerre, d'une guerre toujours présentée, par toute bourgeoisie, comme «défensive». Et l'un des moyens de conviction utilisés par les bourgeois des deux fronts est justement

la propagande sur la nécessité de s'armer pour défendre la patrie, les frontières sacrées, la civilisation, ses traditions, son mode de vie; une propagande qui exalte chaque phénomène, chaque situation, chaque fait, chaque événement susceptible de susciter les émotions les plus fortes pour que les membres de cette armée «nationale» soient prêts à sacrifier leur vie en faveur... de la patrie, des frontières sacrées, de la civilisation, etc. La propagande de l'horreur fait partie intégrante de la propagande de guerre; plus la guerre s'avère destructrice, plus les actions de guerre affectent la population civile et plus la propagande de l'horreur devient nécessaire pour la bourgeoisie. Et les tueries, les tortures, les massacres réellement perpétrés ou construits à dessein, servent à la fois à plier et à démoraliser les troupes et la population qui les ont subis, et à augmenter ainsi le sentiment de vengeance des victimes; ils deviennent un carburant de guerre eux-mêmes.

De même que la bourgeoisie pleure les morts des désastres causés par une négligence systématique appliquée pour réduire les coûts, accélérer la production, gagner sur le prix des matériaux et empêcher des profits supplémentaires, de même la bourgeoisie, après avoir tué et massacré, pleure les morts de ses guerres, célèbre les victimes, instaure des «journées de mémoire», «fait revivre» les morts qu'elle-même a causés pour réitérer l'horreur de leur mort afin de solliciter la douleur et le souvenir de la douleur. Tout ceci pour se justifier et refourguer sa société capitaliste en tant que société qui «demande pardon» pour n'avoir pas pu éviter ces morts et ces douleurs et qui «promet» de tout faire – grâce aux valeurs morales et politiques inscrites dans ses constitutions – pour que ces horreurs «ne se reproduisent jamais»; une société qui, d'une part, affame des milliards d'êtres humains et, d'autre part, nourrit une partie d'entre eux; qui d'une part jette des multitudes toujours plus grandes d'êtres humains dans la misère, la précarité et l'insécurité systématique et, d'autre part, distribue à une partie d'entre eux des miettes de bien-être immédiat destinées à disparaître brutalement lors de la prochaine crise.

Les prolétaires des pays de la périphérie de l'impérialisme connaissent depuis des décennies l'horreur de la guerre, de la faim et de la misère; afin d'échapper à cette horreur, ils risquent leur vie et celle des membres de leur famille à la recherche d'une survie moins incertaine et moins douloureuse. Ils fuient des pays qui ne leur offrent rien

(Suite en page 8)

Guerre bourgeoise et propagande de l'horreur

(Suite de la page 7)

ni pour le présent ni pour l'avenir, dans le but de rejoindre les pays de l'opulence, de la paix et des garanties constitutionnelles : les pays d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord, les pays où règne la démocratie, les pays des «droits de l'homme». Et que trouvent-ils dans ces pays ? En tant que migrants et réfugiés, quand ils ne meurent pas dans la traversée des déserts, des bois ou des mers, ils trouvent haine et méfiance; ils retrouvent quasiment la même misère que celle à laquelle ils ont échappé, mais déguisée en charité humanitaire; ils se heurtent à la traite des êtres humains, au travail illégal, au trafic de la prostitution, de la drogue et au crime; à une vie d'esclaves traités pire que des animaux et sur le point de s'aggraver à tout moment. L'horreur, dont ils croyaient s'être éloignés, reparait sous d'autres formes; en fait, elle ne les abandonne jamais. Si ce ne sont pas les bombes qui les tuent et brisent leurs familles, c'est la fatigue de vivre, la vie d'esclaves qui brise tôt ou tard leur résistance.

La plupart des prolétaires des pays impérialistes partagent le même statut d'esclaves salariés; mais des décennies de prospérité bourgeoise, de surprofits capitalistes, d'exploitation bestiale des prolétaires des pays situés à la périphérie de l'impérialisme, ont permis de leur procurer un niveau de vie décent, mais elles ont aussi obscurci leur esprit, elles ont effacé de leur mémoire les conditions réelles d'esclavage salarié dans lesquelles ils vivent et les traditions des luttes de classe contre la classe dirigeante, la classe bourgeoise qui est directement responsable de l'exploitation salariale, des inégalités sociales, de la concurrence sur les marchés entre États, de la misère croissante de la grande majorité de la population mondiale ainsi que des guerres et de ses horreurs. Tant que les horreurs de la guerre ne concernaient que les colonies, les pays éloignés des métropoles de la démocratie impérialiste, les pays où ces métropoles envoyaient leurs soldats pour prétendument «apporter» la démocratie et la prospérité, ou surmonter les affrontements ethniques, ou bien encore faire passer ces habitants de la «barbarie» à la «civilisation», la guerre semblait en quelque sorte justifiée; on avait pitié des morts de ces massacres civilisateurs et on pleurait ses propres morts, tombés cependant pour une «juste cause».

Mais la guerre a maintenant frappé

aux portes de l'Europe. Avec la guerre en Ukraine, comme dans les années quatre-vingt-dix du siècle dernier lors des guerres yougoslaves, la paix en Europe a été rompue; l'Europe n'est plus une île heureuse où la bourgeoisie peut jouir de son opulence et les prolétaires indigènes des miettes qui tombent de la table des riches capitalistes. La démocratie sanctifiée a montré pour la énième fois qu'elle n'a aucune possibilité d'arrêter ni d'éteindre les forces toujours plus puissantes des conflits inter-impérialistes. Ce sont ces contrastes qui commandent, ce sont les intérêts économiques et politiques de puissance qui guident la politique des gouvernements bourgeois. La guerre d'Ukraine n'est que le dernier exemple en date qui montre que le capitalisme ne peut se passer de l'affrontement entre les différentes bourgeoisies nationales toujours poussées à conquérir de nouveaux territoires économiques du fait des contradictions et des crises du mode de production capitaliste. La guerre est nécessaire à la vie même des capitalismes nationaux, donc au système capitaliste mondial dans son ensemble dont dépend tout capitalisme national. C'est la démonstration que l'horreur de la guerre impérialiste n'est pas un accident évitable grâce au bon vouloir des gouvernants ou des médiateurs du moment entre les belligérants, mais est la norme.

Les prolétaires qui sont contraints de faire la guerre au nom des bourgeois, à la fois comme soldats, donc sur les fronts de guerre, et à l'arrière dans la production de guerre ainsi que dans la défense des territoires éventuellement envahis par l'ennemi, sont en réalité des armes de guerre pour la bourgeoisie; et comme toutes les armes, elles sont utilisées pour frapper et détruire les ennemis, c'est-à-dire les prolétaires d'autres pays, ou pour être détruites par des ennemis plus forts. Dans les affrontements armés de la guerre bourgeoise, les prolétaires n'ont aucun «devoir» patriotique national à remplir, car ce devoir patriotique répond exclusivement à l'intérêt de la bourgeoisie nationale qui, même si elle est battue militairement, reste toujours la classe dirigeante : elle restera toujours au pouvoir et ne cessera pas d'être la classe exploiteuse par excellence, quelle que soit la propagande démocratique et antitotalitaire qu'elle utilisera pour tromper de nouveau les masses prolétariennes.

Mais, contre la guerre bourgeoise impérialiste, les prolétaires ont une voie à suivre, et ils l'ont montré dans l'histoire : la voie de la **lutte de classe révolutionnaire**. C'est dans cette lutte de classe, et seulement dans celle-ci, que les prolétaires retrouvent leur dignité

spécifique, et se sentent enfin des êtres humains et non des objets armés, dés-humanisés, menant une guerre qui n'est pas et ne sera jamais la leur.

Oui, les prolétaires sont historiquement appelés soit à faire la guerre au nom de la bourgeoisie – et donc pour les intérêts capitalistes, en acceptant de jouer le rôle principal de l'«union nationale» promue par les capitalistes – ou faire la guerre à la guerre bourgeoise, à la guerre impérialiste, c'est-à-dire à se lancer dans la guerre **de classe**. À l'«union nationale», à l'indépendance nationale, le prolétariat doit opposer l'union et la solidarité de classe par-dessus toutes les frontières, l'indépendance de classe avec laquelle il organise sa propre lutte, sa propre guerre.

Face à la première guerre impérialiste mondiale, Lénine et les communistes bolcheviks ont lancé le mot d'ordre de la **transformation de la guerre impérialiste en guerre civile**, c'est-à-dire en une guerre de classe dans laquelle le prolétariat combattait avant tout «sa» propre bourgeoisie. Cette guerre civile n'avait rien à voir avec la guerre des partisans de la seconde guerre mondiale. La guerre de classe voit la classe prolétarienne organisée, armée et dirigée par son parti communiste révolutionnaire contre tous ses ennemis de classe, avant tout la classe bourgeoise et les forces de conservation sociale luttant ensemble pour la conservation du pouvoir bourgeois. Les partisans ne sont que des milices armées qui soutiennent l'armée bourgeoise, ils luttent pour la suprématie des intérêts bourgeois pour lesquels la guerre impérialiste a éclaté. C'est pourquoi nous, communistes révolutionnaires, avons toujours été contre la «résistance partisane» qui, de 1943 à 1945, a soutenu les armées anglo-américaines dans la guerre contre l'armée allemande et ses alliés fascistes; parce que, à travers elle, les prolétaires ont été détournés vers le soutien à l'un des fronts de guerre; ils étaient devenus en fait les exécuteurs armés des intérêts de l'un des deux fronts de guerre bourgeois. Leur indépendance de classe avait été vendue et remplacée par une dépendance directe vis-à-vis des factions bourgeoises (dans ce cas démocratiques) qui se sont débarrassées des factions bourgeoises ennemies (dans ce cas nazi-fascistes) afin d'avoir la liberté d'exploiter la main-d'œuvre prolétarienne pour leur propre compte, pour leurs profits capitalistes. Les massacres, les destructions, les camps de prisonniers, les camps de concentration et d'extermination faisaient partie de l'horreur de la guerre impérialiste, et ils étaient utilisés par les deux fronts belligérants dans le but de démoraliser l'ennemi en frappant systématiquement

quement la population civile des pays ennemis (Dresde rasée, hier, par les Anglo-Américains, ce n'était pas très différent de Marioupol rasée, aujourd'hui, par les Russes) et pour stimuler la soif de vengeance. Aujourd'hui, la même chose se répète, comme cela s'est déjà produit en Irak, en Syrie, au Liban, en Libye, en Bosnie.

La guerre que la classe prolétarienne devra mener pour imposer sa solution de classe à la crise capitaliste devra user de toute la violence nécessaire pour briser les forces bourgeoises ennemies, leur dictature politique, sociale, militaire; la violence réactionnaire de la classe dirigeante bourgeoise ne peut être brisée que par la violence révolutionnaire de classe du prolétariat. Les prolétaires constituent la majorité de la population et sont la classe productrice de la richesse sociale; le but de la guerre de classe révolutionnaire est le dépassement du mode de production capitaliste inhumain; cela fait du prolétariat la seule classe capable d'humaniser la société, d'harmoniser la production avec les besoins réels, non pas ceux du marché capitaliste, mais ceux des êtres humains partout dans le monde, en développant et renforçant les forces productives que le capitalisme bride et détruit périodiquement pour des raisons de profit. Pour atteindre ce but, une seule option : la **révolution**, le **renversement de l'État bourgeois**, l'établissement de la **dictature prolétarienne** et l'**extension de la révolution prolétarienne** dans tous les pays du monde, notamment dans les pays capitalistes avancés. Le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même, il ne s'éteindra pas; la classe bourgeoise qui représente les intérêts du capital n'abandonnera jamais le pouvoir; même quand, à cause de la révolution prolétarienne, elle doit céder le pouvoir, dans un ou plusieurs pays, elle n'abandonne jamais. Elle l'a démontré lors des révolutions de 1848, de la Commune de Paris de 1871 et lors de la révolution bolchevique de 1917; elle lutte pour la restauration de son pouvoir par tous les moyens, et notamment par les massacres de populations sans défense. Plus les systèmes d'armements sont technologiquement avancés, plus la vengeance bourgeoise est couronnée d'horreurs; aujourd'hui, avec les bombardements, depuis la mer et de loin avec des missiles, les armées tentent d'ouvrir la voie à l'infanterie, aux troupes terrestres car la victoire militaire ne peut être obtenue qu'en occupant et en dominant les territoires de l'ennemi, et ce résultat, seules les troupes au sol peuvent l'obtenir. En effet, pour renouer avec son développement effréné, le capital a be-

soin de véritables territoires économiques, de marchés constitués de consommateurs en chair et en os, de terrains sur lesquels construire usines, bureaux, entrepôts, banques, maisons, routes, voies ferrées, ports, aéroports, et forces de travail à exploiter.

Une fois les horreurs de la guerre passées, alors commencent **les horreurs de la paix**, les horreurs causées au quotidien par l'exploitation de la force de travail, par la famine d'une partie de la population qui ne trouve pas de travail, par une violence économique sous-jacente qui génère des violences de toutes sortes et à tous les niveaux de la vie sociale, en particulier contre les femmes, les mineurs, les personnes âgées, à l'intérieur des foyers, dans les jardins d'enfants, dans les maisons de retraite, dans les prisons. La société capitaliste est imprégnée de violence et sa préservation n'est due qu'aux fleuves de sang prolétarien versés en temps de paix comme en temps de guerre. Pour que les horreurs de la guerre bourgeoise cessent, il ne suffit pas que la guerre bourgeoise se termine. L'histoire démontre amplement que la guerre bourgeoise est la norme, non pas l'exception, et que

la paix n'est qu'un intermède entre deux guerres. L'issue est donc dans la révolution prolétarienne, la seule qui offrira à la société, au niveau mondial, un avenir totalement opposé à celui qu'offre le capitalisme, car au centre des intérêts économiques et sociaux se trouveront les besoins réels de la vie humaine et non les besoins du capital et de sa nécessaire et incessante valorisation.

C'est une voie difficile, ardue et non brève, mais la roue de l'histoire va dans cette direction.

Le développement de la grande industrie – écrivaient Marx-Engels dans le «Manifeste du Parti communiste» en 1848 – *sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs...* c'est-à-dire la classe des salariés, la classe qui produit la richesse dans tous les pays, mais dont la bourgeoisie s'approprie le monopole, en la dérobant par la violence de l'État, par ses lois et par ses forces militaires, et en privant ainsi de la jouissance de cette richesse la grande majorité des êtres humains.

11/04/2022

De quelques réactions à la guerre en Ukraine

L'invasion de l'Ukraine a suscité dans les pays occidentaux une campagne de propagande de grande ampleur pour mobiliser «l'opinion publique» en «soutien à l'héroïque résistance du peuple ukrainien». Ce thème a été mis en avant pour justifier les livraisons d'armes à l'armée de Kiev et instaurer des sanctions économiques dévastatrices à la Russie : selon une déclaration le 18 mai du ministre russe de l'économie, celle-ci devrait connaître une chute de son PIB de 7,8 à 8,8% cette année, tandis que les estimations de la Banque centrale russe publiées le 29 avril étaient de 8 à 10% de baisse (1) avec une inflation de 20%. A titre de comparaison rappelons que la Russie a enregistré une baisse du PIB d'un peu plus de 3% en 2020, de 7,9% lors de la crise de 2009, et de 12% en 1994 au moment de la terrible crise du début des années 90.

En fait de soutien au peuple ukrainien, il s'agit en réalité d'une campagne de soutien à l'État bourgeois ukrainien et de guerre économique à la Russie.

Nous consacrons ci-après un article particulier au groupe «Mouvement Communiste» parce qu'il se présente plus ou moins comme appartenant à la gauche communiste ; mais nous n'allons

pas passer en revue les partis politiques dits d'«extrême gauche». La plupart se sont en fait alignés sur la campagne bourgeoise et les rares qui ne l'ont pas fait ont été incapables de revendiquer les positions classiques du communisme révolutionnaire : défaitisme révolutionnaire, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, organisation indépendante de classe du prolétariat.

Lutte Ouvrière est dans ce cas.

Le 10/3 elle se déclare haut et fort «*contre Poutine et contre les fauteurs de guerre impérialistes*» (2) – il faut savoir que pour LO la Russie n'est pas impérialiste et «*le capitalisme n'[y] est pas encore vraiment rétabli*» (3), seule la «bureaucratie» étant responsable de l'invasion de l'Ukraine. Dans le même numéro de son journal, après avoir posé la question «*Que faire pour aider la population ukrainienne à résister ?*», et questionné à qui les pays occidentaux livrent des armes ainsi que la «*façon*» dont le régime Zelenski «*envisage la défense de la population (...)* en fonction de ses intérêts politiques», elle répond : «*Alors oui, la population et les travailleurs d'Ukraine ont be-*

(Suite en page 10)

De quelques réactions à la guerre en Ukraine

(Suite de la page 9)

soin d'être armés». Et si elle rajoute «*mais d'abord armés d'une politique tant contre leur propre régime que contre celui de Poutine*», ce ne sont là que des mots vides qui ne servent qu'à camoufler un ralliement honteux à la campagne bourgeoise; seuls en effet les impérialismes occidentaux sont en capacité d'armer, non la population et les travailleurs en général, mais la population et les travailleurs enrégimentés dans des formations militaires, que ce soit l'armée régulière ou les nombreux détachements paramilitaires. LO a eu beau affirmer par la suite que les travailleurs ne devaient se ranger ni du côté de l'OTAN ni de celui de Poutine, elle n'est pas revenue sur sa réaction initiale.

Les autres groupes trotskystes voquent avec beaucoup plus d'entrain sur le courant dominant.

Les trotskystes de la IVe Internationale à laquelle est lié le NPA en donnent un exemple instructif. Le «Bureau exécutif de la IVe Internationale» dans une déclaration du premier mars (4) appelait ainsi au soutien à «*la résistance de la nation ukrainienne opprimée*» : «*Pour arrêter cette guerre il faut sanctionner le régime de Vladimir Poutine et aider l'Ukraine à faire face à l'agression (...). Solidarité et soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien. Livraison d'armes à la demande du peuple ukrainien (...). Soutien aux sanctions contre la Russie réclamée par la résistance ukrainienne*». Cet appel ne peut s'adresser qu'aux impérialismes occidentaux et à l'OTAN (qui n'ont pas attendu nos trotskystes pour mettre en place les mesures qu'ils réclament !) dont la IVe «exige» sans rougir la «*dissolution*» ; et c'est un soutien sans fard à l'Etat bourgeois ukrainien et à son armée appelée pour la circonstance «*la résistance du peuple ukrainien*». Une fois de plus ces trotskystes se rangent derrière «leur» impérialisme...

Cette position est déclinée par les ténors du mouvement. Daniel Tanuro ; le spécialiste de la IVe pour les questions écologiques, s'en prend à ceux qui se réfèrent au pacifisme du réformiste Jean Jaurès (5). Selon lui le pacifisme d'un Jaurès ne peut s'appliquer car «*il y a clairement un agresseur et un agressé*» et «*la résistance du peuple ukrainien est comparable à celles du peuple vietnamien ou du peuple*

algérien face à l'impérialisme, ou à lutte de la Révolution espagnole contre le fascisme». Et il attaque un discours où Mélenchon s'opposait à l'envoi d'armes à l'Ukraine : «*Il n'a pas soutenu le droit du peuple ukrainien à l'autodéfense et n'a pas salué sa résistance héroïque. JLM ignore-t-il que la charte de l'Onu reconnaît le droit de l'agressé à l'autodéfense ?*». Fort de la charte de l'ONU, Tanuro peut alors proclamer : «*le peuple ukrainien a le droit de se défendre, de défendre son indépendance, de décider lui-même son avenir, de résoudre lui-même, démocratiquement, les questions de la coopération entre ses différentes composantes, russes et non-russes. Il faut lui en donner les moyens, en lui fournissant l'armement défensif dont il a besoin*». Bien évidemment notre «écologique-marxiste» ignore (ou feint

d'ignorer) que le marxisme dès l'origine a démontré que les mensonges sur le peuple et la démocratie ne servaient qu'à dissimuler la réalité de la lutte des classes ; aujourd'hui ils servent aussi à dissimuler que nous sommes en présence d'une guerre entre deux Etats bourgeois et non d'une guerre de libération anti-coloniale ou d'une guerre déclenchée pour écraser une révolution (6) ce qui rend plus facile la demande (à qui d'autres sinon aux impérialismes occidentaux ?) de fourniture d'armes à l'Ukraine...

Dans un «*mémoire*» (7), Gilbert Achcar, le spécialiste de la IVe pour le Moyen Orient, après avoir parlé de la «*résistance héroïque du peuple ukrainien*» (en fait la résistance de l'armée ukrainienne armée et entraînée par les Etats-Unis), écrit que l'effet d'une victoire de la Russie serait «*un glissement majeur de la situation mondiale vers la loi de la jungle sans retenue, enhardissant l'impérialisme des Etats-Unis lui-même et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif*». La si-

Guerre en Ukraine: Le répugnant opportunisme de « Mouvement communiste - Kolektivni proti Kapitálu »

«Mouvement Communiste-Kolektivni proti Kapitálu», est un groupe présent en Belgique en France et en Tchéquie, issu de la fusion entre des éléments venant du CCI et un groupe se référant à l'«opéraïsme» italien des années 70 ; il jouit d'une petite aura de radicalisme politique et théorique auprès de ceux qui se laissent prendre à ses discours.

Dans sa présentation, vague et confuse, que l'on peut lire sur son site, on lit qu'il entend défendre les «*concepts marxistes*» ; selon lui la théorie est «*toujours plongée dans une crise profonde*» en raison de sa «*dénaturation (collaboration de classe ; nationalisme ; parlementarisme ; pacifisme ; syndicalisme) opérée avant tout, au fil des décennies, par les courants sociaux-démocrates, staliniens, maoïstes et trotskystes*». Il résume «*son ambition et son espoir*» dans la formule : «*maximum d'intransigeance vis-à-vis des classes représentées par le régime actuel et maximum de liberté et d'auto-organisation au sein de celles qui engageront le combat pour un avenir collectif et individuel qui vaut la peine d'être vécu*».

Nous avons déjà eu l'occasion de démontrer que ses prétentions de rigueur théorico-programmatique et d'intran-

sigeance ne sont que le cache-sexe de son opportunisme pratique. La guerre en Ukraine en fournit une nouvelle illustration particulièrement répugnante avec la publication d'un texte à ce sujet : «*UKRAINE : L'expédition coloniale russe accélère la course à la guerre mondiale*» (27/2/22) (1).

Dans une analyse un peu fouillée des rapports inter-impérialistes décrivant les positions des divers Etats, il écrit que «*les capitales européennes sont en ordre dispersé*» ; pourtant malgré leurs divergences, elles ont présenté un front uni et adopté des mesures (sanctions économiques, aide militaire à l'Ukraine) qui ont sans aucun doute surpris l'impérialisme russe par leur ampleur. Il s'agit là d'une erreur d'analyse récurrente sur les impérialismes européens dont MC-KP tend toujours à minorer les forces (et donc la dangerosité pour le prolétariat international) par rapport à leurs concurrents sur la scène mondiale. Mais nous ne développerons pas ce point ici.

Dans la suite de son texte MC-KP multiplie les professions de foi orthodoxes qui tranchent avec l'aplatissement de la plupart des courants dits d'«*extrême gauche*» sur la propagande

tuation mondiale actuelle ne serait donc pas celle de la loi de la jungle malgré ses guerres perpétuelles, qui il est vrai ne se situent pas en Europe ! Il faut donc livrer des armes «à l'Etat Ukrainien sans conditions» (G.A. abandonne la fiction de la lutte du peuple), car il mène une «guerre juste»...

Les marxistes ne sont pas des pacifistes ; pour eux il existe effectivement des guerres justes : ce sont des guerres menées par des prolétaires ou des opprimés contre des Etats bourgeois oppresseurs ; mais cela n'a rien à voir avec la question de savoir qui est l'agresseur et qui est l'agressé dans des conflits entre Etats bourgeois ; «tous ces Etats ne faisant qu'un contre le prolétariat» (comme le disait Marx à propos de la France et de l'Allemagne après la Commune), celui-ci doit se préparer à les combattre tous, et non à en soutenir l'un contre l'autre.

La IVe a pris ouvertement fait et cause pour un camp bourgeois contre un autre : elle démontre ainsi une fois de plus qu'elle se situe en fait contre

le prolétariat et sa lutte indépendante de classe.

Mais ceux qui l'ont fait implicitement, comme par exemple les libertaires de l'UCL affirmant le 7 avril leur «solidarité avec la résistance du peuple ukrainien» et approuvant les sanctions contre la Russie décidées par les impérialismes occidentaux comme étant «un outil légitime» (8), ou LO sont dans le même cas, à la remorque de la bourgeoisie.

(1) Ces estimations sont en ligne avec celles du FMI, à ceci près qu'elles promettent un rebond économique en 2023, alors que selon le Fonds la récession continuerait en Russie l'année prochaine.

(2) cf. *Lutte Ouvrière* n°2797 ;

(3) cf. «La société russe et la guerre fratricide de Poutine», *Lutte de classe* n°223, avril 2022

(4) <https://nouveau-parti-anticapitaliste.org/actualite/international/non-lin>

vasion-de-lukraine-par-poutine-soutien-la-resistance-ukrainienne.

(5) <https://www.pressegauche.org/Du-bon-usage-du-pacifisme-de-Jean-Jaures-51737>. L'opposition à la guerre de Jaurès n'était pas marxiste ; elle ne sortait pas du cadre démocratique avec ses perspectives d'arbitrage international et du droit international, c'est pourquoi elle était condamnée au mieux à l'impuissance ou au pire au ralliement à la défense de la «patrie attaquée».

(6) Nous ne discuterons pas ici de la position marxiste dans ces situations, sinon pour rappeler qu'elle a toujours pour base l'indépendance de classe du prolétariat - concept absolument étranger à Tanuro et ses collègues.

(7) «Un mémorandum sur la position anti-impérialiste radicale concernant la guerre en Ukraine». <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/un-memorandum-sur-la-position-anti-impérialiste-radicale-concernant-la>

(8) <https://www.unioncommuniste-libertaire.org/?Ukraine-Retrait-immédiat-des-troupes-d-occupation>

pro-impérialiste officielles :

«Nos positions sont connues. Les ouvriers n'ont pas de patrie ; ils ne défendent pas les frontières quelles qu'elles soient ; ils combattent en premier chef leur propre bourgeoisie et toutes politiques impérialistes et colonialistes d'annexion. Les ouvriers ouvrent pour la fraternisation entre prolétaires en uniforme des camps qui s'affrontent en vue de la transformation des guerres impérialistes en guerres de classe».

Cependant il ajoute peu après que «la consigne de la fraternisation entre prolétaires en uniforme des deux fronts est impossible dans les conditions du conflit en Ukraine», les soldats russes étant, selon ce qu'il nous assure, des corps professionnels «les plus fidèles au régime» (russe). Certes au moment où il écrit MC-KP n'était pas au courant des multiples témoignages sur le manque de moral et de combativité de nombre de ces soldats souvent très jeunes qui auraient parfois abandonné leurs matériels, voire refusé de combattre, etc (2). Mais les 200 000 soldats massés à la frontière ne pouvaient pas être dans leur majorité des soldats professionnels ou des «mercenaires» imperméables à toute idée de fraternisation...

Evoquant les appels à se sacrifier pour la patrie lancés par le gouvernement ukrainien et les milices néo-nazies MC-KP assure : «Il est évident que le prolétariat en Ukraine n'a rien à partager avec ce combat patriotique dont les tenants sont du même acabit que

ceux de Poutine».

Mais il ajoute aussitôt : «En revanche, il n'est pas complètement à exclure que des secteurs de la classe exploitée et des héritiers du mouvement démocratique de la place Maïdan de 2013, tentent d'organiser une résistance, armée ou pas, à l'invasion en rupture avec l'Etat ukrainien et avec ses milices nazies».

Le «mouvement démocratique» de 2013-2014, encensé par l'opportunisme d'«extrême gauche», était un grand mouvement de protestation de nature petite bourgeoise contre la victoire électorale contestée du candidat pro-russe, et en faveur de l'adhésion à l'Union Européenne. Les groupes nationalistes d'extrême droite financés par des oligarques liés à l'occident étaient les éléments moteurs de ce mouvement...

MC-KP continue en affirmant que cette perspective porterait «un coup terrible à l'Etat ukrainien», renforcerait l'opposition à la guerre en Russie, permettrait «l'essor de luttes ouvrières indépendantes» et donnerait un signal clair «d'autonomie politique de classe aux millions de travailleurs ukrainiens émigrés en Europe et en Russie ainsi que, plus largement, au prolétariat mondial». «Mais pour ce faire, conclut-il, les prolétaires doivent manier les armes légales et illégales» (?).

Ce qui est en fait proposé là, en complète contradiction avec les affirmations marxistes orthodoxes énoncées plus haut, et en dépit de citations de Lénine dont le texte est saupoudré, c'est une

réédition de la politique des «partisans» lors de la IIe guerre mondiale : la participation soi-disant autonome des prolétaires à la guerre impérialiste. Disparus la rupture des fronts de guerre et le défaitisme révolutionnaire défendus avec acharnement par Lénine et les bolcheviks comme la condition pour donner le coup d'envoi à la lutte de classe révolutionnaire ; selon MC-KP la participation à la guerre peut au contraire déboucher sur l'«autonomie politique de classe» (quoique veuille dire ce concept fumeux), et cette «autonomie» pourrait être l'œuvre des héritiers d'un mouvement démocratique, c'est-à-dire politiquement bourgeois ! Difficile de renier plus ouvertement les positions révolutionnaires communistes...

Dans une réponse sur son site tchèque à un internaute demandant des clarifications, MC-KP écrit : «La résistance à l'agression militaire colonialiste peut-elle être banalisée comme 'c'est combattre (et mourir) pour l'Etat' ? Certainement pas. Je pense que c'est défendre la vie de sa 'stalinisation', d'un retour à l'ère soviétique avec la censure et la suppression des libertés individuelles et collectives c'est ce que les gens en Ukraine craignent et contre quoi ils résistent».

D'où la «définition» de la lutte ukrainienne comme lutte démocratique armée.

Si elle reste «juste» ça, elle risque d'avoir les conséquences que risque

(Suite en page 12)

Guerre en Ukraine: Le répugnant opportunisme de « Mouvement communiste - Kolektivni proti Kapitālu »

(Suite de la page 11)

d'avoir tout mouvement démocratique : le renforcement de l'Etat.

(...) une autre conséquence est possible (...) si les travailleurs placent leur lutte sur une base de classe (...).

La boucle est bouclée : pour MC-KP, comme pour la propagande bourgeoise la plus crasse, on est en présence en Ukraine d'une résistance d'un peuple luttant pour sa liberté, et non d'une guerre entre deux Etats bourgeois ! Baptiser la guerre du côté ukrainien, avec la transformation, par la mobilisation générale, de la population masculine en chair à canon, comme « lutte démocratique armée », n'est rien d'autre qu'une pitoyable justification d'un alignement complet sur un front de guerre, malgré toutes les phrases pseudo classistes.

Invariance de l'opportunisme : même si les conséquences pour le prolétariat en sont infiniment moins importantes, c'est la même trahison des principes cardinaux de l'indépendance de classe

que celle commise en 1914 par la plupart des partis de la IIe Internationale, dénoncés par les bolcheviks comme **vendus** à la bourgeoisie et vis-à-vis desquels il était vital de rompre pour constituer des partis et une Internationale révolutionnaires.

Engels expliquait qu'à la base de toute erreur politique il y a une erreur théorique. Sa vacuité théorique, qu'il reconnaît implicitement en parlant de crise profonde de la théorie, laisse MC-KP désarmé face à la pression idéologique de la classe dominante, le conduisant de fait à se ranger dans le camp bourgeois.

En réalité la théorie marxiste n'est pas en crise : ce qui est « en crise » ce sont les forces qui ont rompu avec cette théorie, avec ce programme. La rupture avec ces forces, petites ou grandes, le retour à cette théorie et à ce programme et la reconstitution du parti de classe sur cette base, telle est, n'en déplaise à MC-KP, la seule voie de salut pour les prolétaires d'Ukraine et de Russie appelés à

verser leur sang ou à accepter les sacrifices pour la défense de « leur » capitalisme, et pour les prolétaires du monde entier, tôt ou tard confrontés à la même perspective.

(1) <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT2202FRvG.pdf>

(2) Selon le chef du renseignement britannique, des soldats russes auraient refusé d'obéir aux ordres, d'autres saboté leurs matériels (*Financial Times*, 7/4/22). Nous prenons pas pour argent comptant ce genre d'informations, mais une autre information témoigne du mécontentement présent même parmi les corps décrits comme les plus proches du régime russe : un avocat de Krasnodar (sud de la Russie) qui a pris en charge la défense d'une dizaine de membres de Rosgvardia (Gardes Nationaux, considérés comme des soutiens indéfectibles du régime) qui ont refusé d'être envoyés en Ukraine, a déclaré qu'il avait été contacté par près de mille personnes dans le même cas. (*Financial Times* 2/4/22)

(3) <https://bit.ly/3Ijyb6>

Paix sociale et guerre impérialiste

(Suite de la page 1)

le de l'impérialisme mondial dans lequel font partie, avec leurs criantes contradictions, leurs nations « démocratiques » ou « néo-soviétistes ».

Les discours pacifistes bourgeois, charlatanesques et métaphysiques, de cette période de grande « réconciliation » et « ouverture » entre ennemis d'hier, avaient comme objectifs en arrière plan le désarmement politique de la classe ouvrière et son alignement sur la paix sociale, bien réelle celle-ci. Mais, passées les brumes de cette fastueuse rencontre hautement incantatoire, l'impérialisme a pour-

suivi à plus vive allure encore sa marche en avant de la production d'armement classique ou nucléaire, développant dans les deux catégories les technologies les plus sophistiquées et meurtrières, afin de se préparer à des guerres générales qu'il disait pourtant pouvoir éviter dans le dialogue rétabli entre les deux superpuissances. La course aux armements se complétait par la continuation et l'extension des guerres contre les pays cherchant à se libérer du joug colonial et aussi contre ceux, bourgeois et ancrés dans l'économie capitaliste, taxés de « voyous » ou de « terroristes », qui cherchaient à s'affirmer localement

envers et contre tous les diktats de la domination impérialiste. Ces guerres sont devenues un champ d'expérimentation de tout cet arsenal mortel, un terrain d'entraînement des stratégies et tactiques militaires et une occasion de jauger son adversaire dans ses capacités militaires et dans sa force à défendre ses intérêts impérialistes et son influence sur le monde.

L'heure est aux discours de guerre, et demain les discours de paix reviendront sur le devant de la scène politique et idéologique de la bourgeoisie si le prolétariat ne retrouve pas son terrain de la lutte de classe pour se dresser contre le capitalisme. Mais ils ne feront comme hier **que préparer l'avenir à de nouvelles guerres**, jusqu'à la guerre mondiale.

*

Pour les hommes d'Etat comme pour les faiseurs d'horoscopes, pour les politiciens comme pour les bureaucrates syndicaux, l'année 1960 est celle du **triomphe de la paix**. Il a tout de même fallu un demi-siècle de déchéance du mouvement ouvrier pour qu'une telle paix, à l'ombre de laquelle se développent massacre et exploitation, torture et spoliation, puisse être offerte aux masses atones comme une « victoire des travailleurs ».

Autrefois, l'action ouvrière contre la

guerre était inséparable de la revendication sociale d'émancipation. Le refus du « sacrifice suprême » sur l'autel de la patrie n'était que le prolongement logique du refus de l'exploitation économique. Les ouvriers, qui n'acceptaient pas que la spoliation de la force de travail fût reconnue naturelle et éternelle se refusaient de la même façon à admettre que les guerres du capitalisme fussent légitimes et sacrées. Mieux encore, ils se promettaient, si la bourgeoisie commettait la folie d'allumer l'incendie bellicis-

te aux quatre coins de l'Europe, de le noyer promptement dans le sang de la révolution sociale.

Cette résolution altière et cet engagement solennel des syndicats et partis ouvriers, c'était il y a cinquante ans. Le spectacle est aujourd'hui bien différent: des dirigeants « communistes » qui, au nom de la paix, abandonnent jusqu'aux revendications les plus élémentaires des travailleurs; des chefs d'Etats pseudo-socialistes qui congratulent les magnats de la finance et des marchands de ca-

nons; des dirigeants syndicaux pour lesquels la menace de guerre, bien loin de justifier la révolte sociale, constitue au contraire une raison suprême d'y renoncer; des hommes et des partis, enfin, qui, non seulement ont remplacé l'agitation, la grève, la lutte de classe par les «campagnes de signature» sous le signe de la «Colombe», l'**imploration** servile d'une paix de misère, mais encore propagent au sein du prolétariat la version la plus vulgaire, la plus hypocrite et la plus fautive de la **cause** des guerres: la version bourgeoise. L'ignorance des masses, la cupidité des puissants, l'ambition des chefs d'Etat ou, pire encore, l'**incompréhension** réciproque de peuples que diviseraient des régimes sociaux prétendument différents, voilà l'**explication** de la guerre et des risques de guerre telle que nous la donnent conjointement la propagande russe et la propagande américaine, M. Khroutchev comme M. Eisenhower. Telle que la reprennent à leur compte, démocrates et réactionnaires, «socialistes» et «communistes» au rythme vertigineux des rotatives, dans le tumulte assourdissant des radios...

* * *

Depuis le début du mouvement prolétarien, les marxistes n'ont jamais cessé de se battre contre cette «explication». Reprenant à leur compte la fameuse formule de Clausewitz: «la guerre c'est la politique qui continue par d'autres moyens», ils signifiaient clairement à la bourgeoisie capitaliste qu'en tant que révolutionnaires et adversaires acharnés de toute exploitation, ils n'oublieraient jamais en face de **toute guerre**, et quelle que soit sa motivation immédiate, que la seule cause des guerres modernes réside dans la forme mercantile-capitaliste de production. Pour éclater, pour être conduite à terme, pour se résoudre par une consolidation de cette société, elle exige que soit mis en veilleuse **tout autre conflit** que celui des protagonistes militaires. Elle est donc incompatible avec la lutte de classe qu'elle doit au préalable bâillonner. Si ce résultat est atteint, si le prolétariat s'est laissé prendre aux «raisons» qu'on lui a données en faveur de l'union sacrée, si ces partis ont accepté le principe d'un intérêt supérieur à celui de la révolution ouvrière (droit, civilisation, patrie et démocratie, etc.) **peu importe alors**, pour les classes exploitées, quel est l'Etat qui sort vainqueur du conflit: de toute façon c'est le **CAPITALISME qui a gagné**. C'est pourquoi le vrai parti prolétarien ne se définit pas vis-à-vis de la guerre ou de la paix **en général**, mais vis-à-vis du capitalisme, qui se concilie et s'accommode aussi bien avec l'une

qu'avec l'autre de ces deux faces, également odieuses, également infâmes, de la domination bourgeoise.

* * *

Etant admis - nous allons voir comment et pourquoi - qu'il y eut des guerres nécessaires et progressives, la grande question qui se pose est de décider si de telles guerres, que le prolétariat doit appuyer de toutes forces et non pas condamner, sont encore aujourd'hui possibles. Disons tout de suite, pour nous délimiter de l'opportunisme qui a infecté deux Internationales tout entière, que, ni la première guerre mondiale de 1914-18, ni la seconde de 1939-45, ne peuvent être classées, sous quelque prétexte que ce soit, dans cette catégorie. Ces secousses formidables, qui mobilisèrent des masses sociales considérables dans les armées régulières ou dans les rangs des «partisans», n'en furent pas moins des conflits sordides entre pouvoirs capitalistes se disputant de la force de travail à exploiter, des ressources naturelles à piller, des marchés à dominer. Abominables boucheries, elles ne vinrent à bout d'Etats militaires armés jusqu'aux dents que pour consacrer la victoire de la forme la plus rapace de l'exploitation capitaliste, dont la citadelle n'était située ni dans le militarisme prussien, ni dans l'hitlérisme fasciste, mais au cœur de la coalition démocratique dominée par la force anglo-yankee.

Cette condamnation des deux guerres mondiales, dont le caractère impérialiste ne peut, selon nous, être de bonne foi discuté, ne nous interdit pas, bien au contraire, d'admettre qu'il y eut et qu'il y a encore des guerres légitimes. Ici, en effet, les marxistes se délimitent très nettement des pacifistes, qui n'ont pas seulement le tort d'être «bêlants», impuissants et sans écho, mais celui d'agir sur un plan idéologique de non-violence qui implique l'**acceptation** des véritables causes de la guerre moderne: l'existence de la société capitaliste. Cela les amène toujours, soit à rallier en dernière instance l'un ou l'autre des camps militaires en présence, comme le firent plusieurs d'entre eux au cours de la dernière guerre en optant pour un pro-hitlérisme larvé ou en devenant «d'authentiques résistants», soit à allonger la liste d'un martyrologue stérile que l'Etat bourgeois, dans les pays anglo-saxons, se préoccupe même d'officialiser en rendant légale une certaine «objection de conscience». Le marxisme, tout à l'opposé, étudie chaque conflit militaire, non pas en fonction de principes d'humanité abstraits et creux, mais en étudiant sa portée et ses conséquences au point de vue des **intérêts du prolétariat** c'est-à-dire du

socialisme. Or le socialisme n'est pas seulement étranger aux valeurs classiques de la société bourgeoise: la liberté, la démocratie, l'intégrité nationale; il se doit de les **détruire** sous peine de ne jamais exister. La liberté ce n'est jamais que celle des riches et des puissants. La démocratie n'est qu'une nivellement illusoire, l'abolition de privilèges anachroniques qui ne disparaissent que pour céder la place aux privilèges mille fois plus exorbitants du capital. L'intégrité nationale ce n'est rien d'autre que la sauvegarde du **cadre** social et historique qui garantit ces privilèges. En un mot ces principes idéologiques, cette structure de l'économie, du droit et de l'administration civile, que chacune des deux dernières guerres affirma vouloir défendre jusqu'au dernier souffle, n'intéressent, dans l'absolu, que la classe bourgeoise, donc l'ennemie directe de celle des travailleurs (ou du prolétariat).

Il y eut pourtant toute une phase historique, relativement longue, au cours de laquelle le prolétariat fut directement intéressé au triomphe de la bourgeoisie sur les anciennes classes aristocratiques, et où son parti l'«Association Internationale des Travailleurs», préconisa ouvertement l'appui des ouvriers à toute lutte pour le renversement de l'absolutisme monarchique, la conquête des libertés **bourgeoises**, la constitution ou la défense des **unités nationales**. A cette tactique il y avait deux raisons primordiales, l'une d'ordre économique et social, l'autre d'ordre politique et historique. D'une part le socialisme est impossible sans le développement massif, à l'échelle mondiale, de la seule classe capable de le réaliser: le prolétariat. Pas de prolétariat sans capitalisme; pas de capitalisme sans révolution bourgeoise («libérant») la main-d'œuvre enfermée dans les rapports de droit personnel ou dans l'organisation corporative. D'autre part, c'est seulement sous le régime démocratique, avec l'épanouissement de l'activité politique caractéristique des sociétés modernes, que s'affrontent en toute clarté les intérêts antagoniques du prolétariat et de la bourgeoisie.

Sans nous étendre ici sur les **conditions** que posait le parti prolétarien à un appui **momentané** (à l'échelle historique s'entend) aux révolutions bourgeoises et aux mouvements d'unification nationale, précisons tout de suite que cet objectif d'instauration des formes capitalistes de production et de la structure politique correspondante n'a jamais été, pour les marxistes, une **fin**, mais une étape qu'il fallait franchir, non pas pour s'endormir dans le pseudo-paradis de la

(Suite en page 14)

Paix sociale et guerre impérialiste

(Suite de la page 13)

«démocratie», mais au contraire pour en précipiter la destruction. Cet appui aux mouvements nationaux et démocratiques-bourgeois disparaît dès que cette étape est réalisée, dès que les pays où il s'est manifesté sont définitivement acquis au mode capitaliste de production. Pour cette raison, et après une expérience terrible et meurtrière de la félonie bourgeoise par les prolétaires anglais, allemands et français, le soutien des mouvements et des guerres nationales s'éteint dans les flots de sang de la Commune de Paris en 1871, après laquelle tout «front commun» entre bourgeoisie et prolétariat dans l'Europe capitaliste d'occident est une trahison de la cause révolutionnaire et socialiste. Marx l'exposa lumineusement dans un de ses plus brillants pamphlets: le massacre des Communards parisiens a consigné, pour cette partie du monde, l'élimination définitive de toute guerre **nécessaire** et **progressive**. Cette ligne de partage de l'histoire, que reproduit fidèlement le véritable programme communiste, n'est pas une déduction purement théorique, c'est l'expression d'un grand fait historique: l'impératif politique de la défense des frontières nationales, «ce dernier acte d'héroïsme dont est capable la vieille société», la bourgeoisie y renonce délibérément dès 1871, faisant passer d'abord la défense de ses privilèges de classe, n'hésitant pas à traiter avec le chef des armées ennemies, comme le fit alors Thiers auprès de Bismarck, pour pouvoir se retourner contre son propre prolétariat. Ce dernier, qui n'a soutenu le mouvement d'unification nationale que pour autant qu'il développait ses propres forces de classe grâce à la généralisation des forces productives capitalistes, ne va pas supplanter la bourgeoisie dans cette tâche dès lors que le capitalisme est instauré et qu'il s'agit désormais de l'**abattre**.

La démission de la bourgeoisie en tant que classe révolutionnaire s'accroît d'ailleurs et se démasque par la suite en liaison avec le phénomène central du XXe siècle: l'impérialisme. La bourgeoisie se gardera bien, c'est évident, d'avouer que ses guerres ne sont plus désormais que des guerres de rapine et de conquêtes. Pour en masquer les buts elle continuera à invoquer la défense du sol sacré de la patrie et des conquêtes sociales qu'elle a réalisées il y a un siècle et ne cesse depuis de bafouer. Mais ce ne seront que vils prétextes pour violer le sol non moins sacré des **autres** patries, pour leur imposer son

propre joug, soit par une brutalité militaire qui égale et surpasse celle des troupes des anciennes monarchies, soit par l'hypocrite **domination économique** du grand capital qui, ne se contentant plus du domaine de la vieille Europe, exerce désormais ses ravages sur les autres continents, réduit en esclavage des populations entières, pille les richesses naturelles de l'Afrique et de l'Asie, dans ses **colonies**.

* * *

Mais cette exploitation impérialiste, en dépit de ses lenteurs et de ses contradictions, joue malgré elle un rôle révolutionnaire considérable, en ce qu'elle éveille à la vie politique moderne des populations jusque-là fermées à tout mouvement **massif** d'émancipation sociale. Et ce phénomène a pour résultat de faire subir à toutes les «valeurs» idéologiques bourgeoises un curieux renversement qui vient à point confirmer l'analyse marxiste et sa perspective révolutionnaire. Les populations coloniales assujetties réclament-elles à leur tour les **droits politiques** que revendiquèrent, il y a un siècle, les peuples d'Europe? La bourgeoisie démocratique y répond par la calomnie et la violence répressive: l'indépendance des peuples d'Asie et d'Afrique n'est qu'un rêve utopique exploité par des «agitateurs» stipendiés. La sacro-sainte liberté du travail, qui procura au capitalisme européen son armée industrielle de faméliques salariés, vient-elle à se retourner contre l'exploitation coloniale privée d'une main-d'œuvre qui déserte les grands domaines ou l'industrie des cités-champignons? La bourgeoisie blanche y répond par la contrainte, le service du travail obligatoire ou l'amende que l'indigène ne peut payer et qui le voue aux travaux forcés sur la terre du colon. Les colonisés, enfin, se décident-ils à revendiquer la souveraineté nationale, à l'instar des peuples d'Europe asservis autrefois par les dynasties? Ce n'est là que rébellion sauvage, atteinte à «l'intégrité du territoire». La bourgeoisie, ainsi, écrit avec le sang et par les armes, sa propre définition, rigoureusement conforme à celle qu'en donnait le «Manifeste des Communistes»: la **liberté** c'est celle d'exploiter toute force de travail, de gré ou de force, la **nation** c'est le champ de cette exploitation, et l'**Etat national** l'instrument d'oppression qui la garantit.

Mais pour le prolétariat international, classe révolutionnaire, universelle, qui entend libérer l'humanité de toute exploitation et de tout esclavage, lorsque les peuples assujettis par l'impéria-

lisme en viennent à prendre les armes, les guerres qu'ils mènent ne sont-elles pas **nécessaires** et **progressives**? N'est-elle pas légitime la révolte contre un système qui double l'exploitation économique de l'oppression raciale et, pire encore, renforce la première en consacrant la seconde? Toute une génération de socialistes réformistes l'a ignoré, se bornant à revendiquer l'égalité de **droits** entre les indigènes exploités et les «citoyens» de la métropole et masquant ainsi le revers sordide du mot d'ordre de «sauvegarde de la paix», à l'ombre duquel s'accomplissent journalièrement mille et une ignominies qui n'ont rien à envier à celles qui sont monnaie courante en temps de guerre. Pendant que les grandes puissances financières et industrielles d'Occident dépeçaient les autres continents, transplantant des populations entières et les réduisant à l'esclavage par l'usage alternatif du gourdin et de l'encens religieux des missionnaires, c'était bien, en effet, la **paix** qui régnait dans les métropoles repues où une bourgeoisie insolente et sottise étalait son luxe sous les yeux d'un prolétariat affamé et trahi par ses chefs mais conservant encore assez de sens de la solidarité internationale pour se dresser contre le brigandage colonialiste. Qu'à cette époque déjà la révolte des peuples de couleur ait été, bien qu'infructueuse, socialement justifiée, qu'elle ait répondu à une nécessité historique, cela apparaît aujourd'hui de façon lumineuse, au moment où les pays hier encore assujettis arrivent enfin, en dépit des vicissitudes et des trahisons, à la **souveraineté nationale**, qui n'est certes pas la fin de leurs misères sociales, l'objectif suprême que les bourgeoisies indigènes, à l'instar de celles d'Europe il y a deux siècles, voudraient assigner à la révolte populaire, mais qui, en créant et développant de nouveaux capitalismes, crée et développe de nouvelles armées de prolétaires pour le socialisme. Si ce mouvement avait eu la même ampleur il y a quarante ans, si à l'appel du prolétariat d'Europe réveillé par la révolution russe d'Octobre avait répondu la levée en masse des millions d'exploités d'Asie et d'Afrique, il est bien sûr que l'impérialisme aurait perdu la partie, que le capitalisme n'aurait pu résister à l'assaut prolétarien, que la contre-révolution stalinienne ne se serait pas produite et que le socialisme aurait déjà libéré au moins l'ancien continent et ses colonies.

* * *

C'est ici qu'il convient de se référer à une formule fondamentale de Lénine, celle que les imposteurs de Moscou ont dû falsifier et dénaturer avec le plus d'acharnement pour pouvoir impuné-

ment continuer à se réclamer du marxisme et du communisme au moment où ils en bafouaient les principes en adhérant à la plus ignoble et inacceptable des guerres. Lénine appelait **guerre juste** toute guerre se dressant contre l'exploitation des pays arriérés ou colonisés par les puissances impérialistes et toute révolte armée dirigée contre les dynasties ou pouvoirs de nature féodale qui, complices et points d'appui pour l'asservissement de ces pays par le capital européen, en retardait le développement économique et y maintenaient des formes barbares et anachroniques (1). Il appelait par contre **guerre injuste** tout conflit résultant de la concurrence entre puissances capitalistes et de la compétition pour un nouveau partage des territoires que le capital domine, soit par la coercition militaire alliée au maintien des vieilles formes despotiques locales, soit par l'étroit réseau des intérêts financiers. Cette classification se dressait résolument contre les concepts bourgeois de «légitime défense» et du «premier agresseur». Elle plaçait au premier plan le **caractère général de la guerre** qui venait d'explorer : une **guerre impérialiste** entre «gros propriétaires d'esclaves» «pour un plus «juste» partage des esclaves» (2). Il est possible, il est fatal que dans de telles guerres des nations de l'un ou l'autre des camps militaires en présence se trouvent véritablement asservies, occupées par les troupes de l'autre belligérant. Mais cela ne change rien au caractère général de la guerre et n'autorise pas à la considérer pour autant comme «juste» ou «défensive». La guerre de 1914-18, expliquait Lénine, était impérialiste parce qu'il ne s'agissait en fait, ni du sort particulier du territoire national proprement dit des uns ou des autres belligérants, ni de leur souveraineté nationale, mais de leur butin colonial, de l'ampleur et des limites de leur champ respectif d'oppression et d'exploitation. Il s'agissait, pour les impérialismes riches et comblés de **conserver** le fruit de leurs rapines coloniales, pour les impérialismes jeunes et encore mal servis, de le leur **ravir**. Et «il n'appartenait pas aux socialistes d'aider un brigand plus jeune et plus vigoureux à piller des brigands plus vieux et plus repus (3).» A ceux qui invoquaient l'invasion de la Belgique en 1914 pour justifier leur adhésion à l'union sacrée patriotique, Lénine rétorquait qu'il était bien vrai que le sol de la Belgique avait été violé par l'armée allemande, mais que dans ces conditions, c'est-à-dire dans les conditions d'une guerre **impérialiste**, «il est **impossible** d'aider la Belgique **autrement** qu'en aidant à étrangler l'Autriche ou la Turquie». (4) Et il ajoutait : «Que vient

donc faire ici la «défense de la patrie»? Cette patrie qui ne peut être défendue que par l'écrasement des autres patries, c'est-à-dire non seulement des pays belligérants, mais encore des pays opprimés, dont les impérialismes rivaux se disputent la domination par la guerre précisément.

Il n'est que trop vrai que la propagande belliciste et chauvine de la bourgeoisie se renforce des conséquences même du désastre qu'elle a provoqué : les populations militairement occupées et aux prises avec les mille misères et vexations qui en découlent sont forcément portées à **oublier** les responsabilités de leurs propres dirigeants dans la guerre et le caractère d'exploitation et d'oppression de classe du pouvoir d'Etat qui les appelle à la lutte contre l'envahisseur. Ce qui constitue une raison supplémentaire pour les révolutionnaires de dénoncer avec force le caractère historique et social de l'holocauste que subit tout le prolétariat international. «Quiconque, concluait Lénine, justifie la participation à cette guerre perpétue l'oppression impérialiste des nations. Quiconque veut exploiter les difficultés actuelles des gouvernements en ayant pour but la révolution sociale défend réellement la liberté réelle des nations, liberté qui n'est réalisable qu'en régime socialiste.

(1) La brochure «*Le socialisme et la guerre*» (Editions Sociales 1952) recueil d'articles écrits en 1915 par Lénine formule cette position d'une façon qui ne laisse place à aucune équivoque : «*L'époque 1789-1871 a laissé des traces profondes et des réminiscences révolutionnaires. Avant le renversement de l'absolutisme et du joug étranger, il ne pouvait être question du développement de la lutte du prolétariat pour le socialisme. Parlant du caractère légitime de la guerre «défensive a par rapport aux guerres d'une telle époque, les socialistes ont toujours eu précisément pour but une révolution contre le régime médiéval et le servage. Les socialistes ont toujours entendu par guerre «défensive» une guerre «juste» dans ce sens. C'est dans ce sens seulement que les socialistes reconnaissent et continuent de reconnaître le caractère légitime, progressif, équitable de la «défense de la patrie» ou d'une guerre «défensive». Par exemple, si demain le Maroc déclarait la guerre à la France, l'Inde à l'Angleterre, la Perse ou la Chine à la Russie, ce seraient des guerres «justes», «défensives», quel que soit le premier agresseur, et tout socialiste montrerait de la sympathie pour la vic-*

toire des Etats opprimés, dépendants, ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits, sur les «grandes» puissances oppressives, esclavagistes, spoliatrices.» (Page 6.)

(2) Ouvrage cité page 7.

(3) Ouvrage cité page 9.

(4) Ouvrage cité page 11.

Programme comuniste

Revue théorique du parti
communiste international

No 106 (Juillet 2021)

- Pandémie, capitalisme et révolution communiste
- Crise économique mondiale : état des lieux un an après
- Russie et révolution dans la théorie marxiste. Deuxième partie. Parti prolétarien de classe et attente de la révolution double (1)
- La guerre d'Espagne (2). La prétendue «gauche communiste» espagnole et la «révolution démocratique»
- A. Bordiga. Sur le Fil du Temps. Pression «raciale» de la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur
- Petit dictionnaire marxiste

Prix : 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA +
Cdn US \$ 4 / Amérique Latine US \$ 1,5 /
Algérie 100 DA Maroc 20 MAD

El Proletario

Órgano del partido comunista
internacional

No 26 / Febr.-Marzo-Abril de 2022

- Guerra ruso-ucraniana: El imperialismo, por la fuerza de las armas, exaspera el nacionalismo de cada país
- La guerra burguesa y la propaganda del horror
- Vida de partido : Reunión pública sobre la guerra imperialista y el conflicto ruso-ucraniano
- Sobre el hilo del tiempo : Pacifismo y comunismo
- El imperialismo ruso, en el choque con el imperialismo estadounidense y los imperialismos europeos, mueve sus tropas a la reconquista territorial de las áreas estratégicas de Ucrania: después de Crimea ¿el Donbass y luego Odessa?
- Presentación de la revista «Communist Program»

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Mirages et réalités indo-pacifiques

La renonciation en septembre 2021 par le gouvernement australien au «contrat du siècle» – l'achat au constructeur français Naval Group de 12 sous-marins – au profit de l'achat de sous-marins à propulsion nucléaire à technologie américaine (1), a fait la une des médias et elle a été au centre des analyses et des polémiques politiques en France. Il faut dire qu'il s'agit de la perte d'un énorme contrat, d'une valeur totale de plusieurs dizaines de milliards d'euros (2) que Naval Group avait remporté en 2016 face à une concurrence japonaise et allemande. Mais en outre les commentateurs ont parlé d'un échec de la diplomatie française dans la région, dite «indo-pacifique».

«PIVOT» VERS L'ASIE

En 2011, sous la présidence Obama, l'impérialisme américain avait officiellement annoncé un «pivot» vers l'Asie, c'est-à-dire à un rééquilibrage de sa politique extérieure vers une région du monde d'importance stratégique et marquée par la formidable montée en puissance, économique et militaire, de la Chine; Celle-ci qui en 2000 ne représentait que moins de 4% des exportations mondiales de marchandises, en représentait 14,7% vingt ans plus tard, cette progression se faisant au détriment des grands pays industrialisés; les chiffres respectifs étant un recul de 12 à 8% pour les Etats-Unis, de 7,4 à 3,6% pour le Japon, de 8,5 à 7,8% pour l'Allemagne. L'administration Obama estimait que les Etats-Unis avaient négligé cette zone parce qu'ils s'étaient trop concentrés sur les conflits en Afghanistan et au Moyen-Orient. La croissance économique chinoise bousculait inévitablement le statu quo politique et militaire dans la région: Pékin qui est lancé dans une trajectoire le conduisant à devenir en quelques années la première puissance mondiale, a un besoin vital de sécuriser ses voies d'approvisionnement et ses sources de matière première comme ses voies commerciales en général; il ne peut se satisfaire de voir une autre puissance, opposée à ses ambitions – les Etats-Unis –, être en position de les contrôler et dominer militairement la mer de Chine. Pékin renforce son armée et se dote à vive allure d'une flotte de guerre capable de rivaliser avec celle de son rival tout en s'efforçant de constituer des bases dans des îles ou îlots à l'appartenance mal définie (3). Bien évidemment les Etats-Unis pour qui la Chine constitue une mena-

ce croissante à sa suprématie mondiale, ne restent pas les bras croisés et ils essayent de mobiliser des alliés dans la région face à cette menace.

LA DIPLOMATIE DES NAVIRES DE GUERRE

Globalement la zone indo-pacifique qui compte des pays ultra développés comme le Japon ou des pays très peuplés encore en plein développement comme l'Inde ou l'Indonésie, qui concentrent le tiers du commerce international, est décrite comme «l'épicentre de l'économie mondiale». Les impérialismes européens ne peuvent s'en détourner; mais, signe des tensions qui s'accumulent dans la région entre la Chine et les Etats-Unis, ils ont recours à des moyens militaires pour affirmer leur présence: c'est «la diplomatie des navires de guerre» comme la presse britannique a appelé l'envoi en 2021 du porte avion britannique accompagné d'une frégate hollandaise jusqu'au Japon. Même si ce n'est encore aujourd'hui que de la gesticulation diplomatique, cela n'a évidemment pas manqué de rappeler la «politique de la canonnière» pratiquée par Londres au dix-neuvième siècle pour ouvrir de force le marché chinois à l'opium que les Britanniques produisaient en Inde. L'Allemagne a envoyé l'un de ses plus gros navires de guerre, la frégate «Bayern» croiser dans la région d'août 21 à février de cette année; il s'agissait de montrer la volonté de Berlin de garantir la liberté de circulation, potentiellement menacée par les revendications territoriales chinoises – tout en affirmant ne pas être en confrontation avec l'important partenaire commercial qu'est Pékin (4).

De son côté l'impérialisme français avait envoyé en 2019 un groupe aéronaval autour de son porte-avions visiter divers pays de la région. En 2020-21, c'était au tour d'un sous-marin nucléaire d'aller en Australie et jusqu'en mer de Chine pour, paraît-il, cartographier les fonds océaniques afin le cas échéant d'y positionner des sous-marins lanceurs de missiles...

POLITIQUE DE MARCHAND DE CANONS

Cependant l'impérialisme français, recourant à une posture utilisée dans les années 60 et 70 notamment au Moyen-Orient, affirme offrir une troisième voie aux pays qui ne veulent pas s'aligner sur l'une ou l'autre des grandes puissances en confrontation (5). Il

a élaboré une politique indo-pacifique centrée sur cette orientation; exposée par Macron lors d'un discours en Australie en 2018, elle était censée reposer sur un «axe Paris-New Delhi-Canberra», la France se prétendant une puissance indopacifique grâce à ses possessions océaniques: Nouvelle Calédonie, Tahiti, etc...

En réalité comme le reconnaissait naïvement un rapport parlementaire: «les exportations d'armement sont la matrice de la stratégie indopacifique de la France» (6) l'Inde étant devenue le plus gros acheteur d'armements français entre 2011 et 2020 (l'essentiel de son armement étant cependant toujours d'origine russe); en clair le battage sur cette stratégie n'est que la couverture de l'éternelle politique des marchands de canon...

La suite est connue; l'aggravation des tensions non seulement entre la Chine et les Etats-Unis mais aussi entre la Chine et l'Australie a conduit les Américains à proposer aux Australiens un renforcement de leur alliance militaire dont le point saillant consiste à un transfert de la technologie de propulsion nucléaire américaine – c'est-à-dire à la vente, pour la première fois à un autre pays si l'on excepte le cas britannique dans les années soixante, de sous-marins basés sur cette technologie, en lieu et place des sous-marins français.

Aux récriminations françaises, les autorités australiennes répondirent qu'en cas de conflit avec la Chine, ce n'est pas la France mais les Etats-Unis qui seuls pourraient les soutenir. Paris essaya d'obtenir un appui auprès de ses «partenaires européens» contre l'attitude américaine, mais sans aucun succès; personne ne voulait se brouiller avec la nouvelle administration américaine pour défendre les intérêts français, et l'Allemagne moins que les autres (7).

La mise en place de l'alliance dite «AUKUS» entre l'Australie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, représente sans aucun doute un pas supplémentaire dans la confrontation américano-chinoise. Mais les Etats-Unis n'ont pas réussi jusqu'ici à constituer une OTAN asiatique anti chinoise, ni même à enrôler leurs plus proches alliés comme le Japon dans un tel front.

Quels que soient les aléas de la situation en Europe, la confrontation entre la Chine et les Etats-Unis ne va pas disparaître; la région indopacifique est vouée à être une zone d'affrontements et de conflits dans les années qui viennent.

Mais cette région qui a connu et connaît un fort développement capitaliste, voit aussi se développer un prolétariat nombreux. Tôt ou tard il sera poussé à entrer en lutte pour ses propres intérêts, semblables à ceux des prolétaires de tous les pays et oppo-

sés aux intérêts bourgeois : la réalité de la lutte de classe dissipera alors les illusions impérialistes.

(1) Il n'est pas encore établi si ces sous-marins seront construits en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis.

(2) Le contrat se chiffrait à 38 milliards d'euros à l'origine; mais sur cette somme, seule une petite partie – 8 milliards – devait revenir au groupe français et à ses sous-traitants, le reste allant aux sociétés américaines responsables des systèmes d'armements électro-

niques et aux contractants australiens. Le coût du contrat avait été réévalué à 56 milliards en 2021 à la suite de divers retards, modifications, etc.

(3) La première base militaire chinoise à l'étranger se trouve à Djibouti, position stratégique dans le Golfe d'Aden, où se trouvent aussi, outre la base française traditionnelle la plus importante d'Afrique, une base américaine et des installations japonaise et italienne

(4) Dans cette optique le gouvernement allemand avait demandé que sa frégate fasse escale dans le port de Shanghai, mais le gouvernement chinois refusa.

(5) Confrontée à une menace de rétorsions américaines, l'Indonésie annula en février une commande d'avions russes et annonça l'achat à la place de «Rafales» français ; mais le jour même de cette annonce les Etats-Unis proposaient la vente d'avions américains à des conditions avantageuses.

(6) https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_afetr/115b5041_rapport-information

(7) Les industriels français accusent en privé leur concurrent allemand Thyssenkrupp d'avoir alimenté une campagne d'opinion en Australie contre le contrat français.

Guerre et crise alimentaire

Tôt ou tard, toute guerre provoque une crise alimentaire. Dans le contexte de la guerre actuelle entre la Russie et l'Ukraine, les alarmes provoquées par la crise du blé et des céréales en général, ont mis en excitation tous les gouvernements du monde. Les sanctions qui touchent la Russie, le premier exportateur de blé au monde, ne concernent pas seulement son gaz et son pétrole, mais aussi toutes ses autres exportations dont les céréales. L'Ukraine fait également partie des principaux pays producteurs et exportateurs de blé et les 20 millions de tonnes de blé bloqués dans des navires au port Odessa par les propres lignes de mines ukrainienne de défense et les missiles russes font aujourd'hui courir les diplomates du monde « démocrate » pour trouver un accord avec la Russie. On parle même d'aider l'Ukraine à déminer le passage vers la mer Noire (1).

L'exportation de céréales ukrainiennes concerne particulièrement les pays plus pauvres et plus faibles, qui ne sont pas en mesure de payer les prix élevés auxquels les céréales sont vendues aujourd'hui. La loi capitaliste de l'offre et de la demande implique qu'une marchandise très demandée sur les marchés, mais peu disponible pour diverses raisons (mauvaises récoltes, difficultés de transport dues à des conflits, etc.), voit inévitablement son prix augmenter. On ne peut l'acheter qu'en payant le prix le plus élevé ; ceux qui ne peuvent pas le payer en seront privés. Dans le cas du blé, comme de toutes les céréales et denrées alimentaires de base, les prix les plus élevés ne peuvent être payés que par les pays riches et, en tout cas, aux dépens de la population, notamment du prolétariat et de ses couches les plus pauvres.

En millions de tonnes et selon les données 2019, les dix premiers producteurs mondiaux de blé sont : la Chine (133,59), l'Inde (102,19), la Russie (7350) (2), les États-Unis (52,26), le Ca-

nada (32,35), l'Ukraine (29,00), le Pakistan (25,60), l'Australie et l'Argentine (19,00 chacun), l'Iran (16,80). Mais être un gros producteur ne signifie pas automatiquement être un gros exportateur. En fait, pour ce qui est de ces pays, la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Iran utilisent leur production de céréales pour leur consommation intérieure et pour alimenter leurs propres stocks, et non pour l'exporter. Toujours selon les données 2019, les 10 premiers exportateurs mondiaux de blé sont, en millions de tonnes : Russie (35,8), États-Unis (27,29), Canada (22,06), Australie (21,98), France (15,22), Ukraine (17,31), Argentine (13,09), Allemagne (7,89), Roumanie (5,75) et Kazakhstan (4,25). Tous les pays ne vendent pas leur blé au même prix. Il dépend de sa qualité, de sa disponibilité immédiate, du nombre de récoltes par an, des coûts de transport, etc. Mais indépendamment du prix de vente de base du blé, ils sont aussi les 10 premiers pays producteurs en millions de dollars. Si l'on tient compte de la production de blé par continent, et de sa part dans les exportations mondiales, on obtient le tableau suivant : Europe 34,4%, Amérique du Nord 27,1%, Asie 24%, Océanie 7,5%, Amérique latine 6,6% et Afrique 0,1%.

Donc, l'Europe et l'Amérique du Nord - représentant les pays les plus industrialisés et les plus riches - détiennent 61,5% des exportations mondiales de blé. Si l'on considère que les plus grands importateurs de blé sont notamment les pays d'Afrique et d'Asie, les pays les plus industrialisés et impérialistes dominent également le monde en matière d'alimentation de l'humanité. En données de 2019 toujours et en millions de tonnes, les plus grands importateurs de blé sont : l'Égypte (12,0), l'Indonésie (10,4), l'Algérie (7,9), le Brésil (7,2), le Bangladesh (5,9). Ils sont suivis par les pays d'Europe de l'Est et la Turquie, qui achète du blé à l'étranger pour produire des

denrées alimentaires et les revendre ensuite.

Le blé est incontestablement l'un des moteurs du commerce alimentaire mondial et, pour de nombreux pays, il est si fondamental que la moindre variation de son prix provoque des protestations et des émeutes, mettant en péril la stabilité de leurs gouvernements. Il suffit de rappeler les émeutes du pain dans la Tunisie de Bourguiba, entre fin décembre 1983 et début 1984, dont la répression a fait pas moins de 80 morts, ou la « guerre de la semoule », dans l'Algérie de Chadli Bendjedid, en octobre 1988, réprimée par les chars de l'armée et qui a fait, selon les chiffres officiels, 162 morts ; et l'augmentation de 400 % du maïs au Mexique, en 2007, qui a provoqué la « révolte des tortillas », faisant descendre dans la rue et dans toutes les villes du pays des dizaines de milliers de manifestants, et obligeant finalement le gouvernement à faire baisser les augmentations ; et de nouveau en Tunisie, entre Noël 2010 et janvier 2011, lorsque le soi-disant « printemps arabe » a éclaté, émeutes qui ont fait pas moins de 50 morts, avec des répercussions immédiates en Algérie et dans tout le Moyen-Orient (3).

En pratique, les prix des céréales comme tous les prix des matières premières augmentent tendanciellement lorsque leur production entre en crise en raison soit de conflits locaux ou plus larges entre États, soit de l'augmentation de la consommation de viande même dans des pays où cette habitude alimentaire n'était pas aussi développée (comme en Chine, au Brésil ou en Russie, sans parler des États-Unis), soit à cause de la demande croissante, à partir des années 2000, de bioéthanol utilisé comme carburant alternatif pour les voitures. Par exemple, aux États-Unis, premier producteur mondial de maïs, un tiers de cette récolte est utilisée pour la production d'éthanol, beaucoup plus rentable que la consommation de maïs alimentaire. Et donc, com-

(Suite en page 18)

Guerre et crise alimentaire

(Suite de la page 17)

me le souligne le *worldsocialagenda*, cité en note de bas de page, « *En plus des 7 milliards de personnes qui doivent manger, s'ajoute un milliard de voitures, des millions d'avions et de bateaux, de machines, etc.* » La loi du profit capitaliste décide facilement à qui donner la priorité : aux voitures, aux avions, aux bateaux, aux machines, en somme aux infrastructures et à tous ces moyens de production et de consommation qui génèrent des profits élevés. Le fait que pour ces 7 milliards d'habitants de la planète, la moitié d'entre eux survivent dans la misère la plus noire, est considéré par le capital comme un dommage collatéral. Evidemment collatéral au profit capitaliste !

Ainsi, dans l'agriculture, notoirement beaucoup moins développée industriellement, on assiste à un développement comparable à celui de l'industrie pratiquement uniquement dans les cas où cette production agricole fait concurrence, en termes de rentabilité des investissements, avec la production alimentaire spécifique pour la consommation humaine.

Les situations chaotiques, telles que celles qui viennent d'être évoquées dans cet article, ont émaillé l'histoire du capitalisme depuis des temps immémoriaux. Mais le capitalisme ne les résoudra jamais, ne faisant que les rendre encore plus tragiques.

(1) Selon un conseiller de l'Elysée, la France serait prête à participer à une « opération » permettant de lever le blocus du port d'Odessa : « *Nous sommes*

à disposition des parties pour au fond que se mette en place une opération qui permettrait d'accéder au port d'Odessa en toute sécurité, c'est-à-dire de pouvoir faire passer des bateaux en dépit du fait que la mer est minée. » Cf. www.tflinfo.

(2) Poutine a fait du blé une quasi-matière première de chantage politique stratégique à ce que l'ONU a appelé les « tempêtes de famines ». En 2001, elle produisait 36 millions de blé, en 2006, 45 millions dont 11 pour l'exportation et en 2020 la production de blé atteignait 80 millions de tonnes dont 35 pour l'exportation, c'est-à-dire 21% du marché mondial.

(3) cf. 7.1.2011, www.lastampa.it/esteri/2011/01/07/news/le-precedenti-rivolte-del-pane-in-algeria-e-tunisia-scheda.1.369822068/ ; www.worldsocialagenda.org/3.2-The-revolutions-of-the-bread ; www.ilgiornale.it/news/messico-scoppia-rivolta-delle-tortillas.html

Suisse : Grève des coursiers de Smood. Quelles leçons ?

L'EXPLOITATION SANS LIMITE

En Suisse romande, Smood est l'une des principales sociétés de livraison à domicile des commandes de repas de restaurant et de nourriture des particuliers. Elle se targue d'être la plus dynamique et vise de devenir la plus puissante en Suisse face à des concurrents comme EAT.ch, Uber Eats ou Just Eat. Mais derrière Smood, il y a la Migros, la plus puissante des entreprises de distribution en grande surface, avec un chiffre d'affaire de 28 milliards d'euros en 2021 et un bénéfice net de 650 millions d'euros. Elle participe à hauteur de 35 % au capital de Smood et il n'est pas impossible qu'un jour elle absorbe ce petit pion comme elle a l'habitude de faire avec bien d'autres pour élargir encore son assise de services sur le marché, ou qu'elle le recrache si une meilleure opportunité se présentait.

Avec un tel socle financier, Smood reste certainement promis à un bel avenir capitaliste. Mais son développement ne dépend que très secondairement de son financement en capital, il repose essentiellement sur sa capacité à exploiter et tirer le maximum de profit de ses 1200 coursiers au statut de travailleurs taillables et corvéables à souhait.

Smood a plus d'une astuce pour faire pression sur les coursiers. Elle utilisait jusqu'à récemment les services de sous-traitance d'AlloService, qui lui permettaient d'obtenir une encore plus grande flexibilité des travailleurs. Ce

sous-traitant travaillait en fait pour le compte quasi exclusif de Smood, et quand celle-ci voulait « dégraisser » elle le faisait par le biais de celui-ci. En été 2021, suite à des « désaccords » entre les deux sociétés selon la version officielle, il était question de licencier 250 coursiers d'AlloService, chiffre qui serait ensuite passé à 150 ou 120. Smood ayant bloqué sa plateforme à ce sous-traitant, la question a été vite réglée. UNIA (1) a réagi comme d'habitude savent le faire les larbins, en réclamant « l'ouverture d'une procédure de consultation », et finalement s'est félicité de la bonne responsabilité de Smood : « ... un énorme pas en avant a été effectué par Smood à la suite de cette affaire », « La société a décidé de mettre fin à ce système de sous-traitance. Elle ne fait certes que respecter ses obligations légales, mais c'est une bonne nouvelle pour les livreurs qui seront protégés par un cadre légal défini (sic). » (2), et ensuite en rappelant à la « marraine » Migros « ses responsabilités » !

Mais le cynisme de Smood en matière de sous-traitance ne s'arrête pas là. L'entreprise se revendique de 1200 employés, mais 500 d'entre eux ont des contrats avec une autre société dite de location de service ou, sous une autre appellation, d'agence d'intérim : Simple Pay. Les conditions de travail et de rémunération sont encore pires que chez Smood qui prend sa part de profit au passage. Simple Pay va jusqu'à imposer, selon un système bien connu en

Angleterre, des contrats 0 heure, c'est-à-dire que le travailleur à l'obligation de se tenir complètement à disposition de Simple Pay, mais sans aucune garantie d'ordre de livraison. Avantage pour Smood : disposer d'un réservoir flexible de forces de travail, que l'on peut pomper ou vider au gré des besoins immédiats du marché de la livraison à domicile. Smood, Simple Pay, AlloService : c'est le monde cynique de la recherche du profit par l'exploitation la plus honteuse des prolétaires. A noter que lors de la grève des coursiers c'est Simple Pay qui a fourni les coursiers jaunes pour pallier l'absence des grévistes.

Les conditions de travail chez Smood sont semblables à celles des autres sociétés de service livraison : bas salaire, horaires incontrôlés et élastiques, temps d'attente non comptabilisés, indemnités misérables pour le matériel, trajet payé forfaitairement au rabais et non au temps, statut ubérisé des coursiers. Les heures supplémentaires ne sont fréquemment pas payées. Les coursiers n'ont pas la possibilité de savoir si leurs clients ont sélectionné la course avec un pourcentage additionnel de pourboire, le système de plateforme est opaque à ce sujet. Seul le patron connaît les comptes et finalement peut faire ce qui lui plaît des pourboires. Dans la panoplie des mesures d'exploitation, il y a les pénalités pour les livraisons que Smood n'estime pas correctement faite, mais aussi pour le selfie s'il est jugé défectueux ou la tenue pas correcte (avant de démarrer sa livraison, chaque coursier doit se prendre en photo, pour prouver qu'il est bien en tenue Smood et qu'il est bien

équipé de son sac Smood). Le journal « Blick » du 18.11.2021 reportait à ce sujet les propos révélateurs d'une coursière : « On a tenté de déduire un peu plus de 40 francs de mon salaire parce que le sac McDonald's qui contenait une commande avait lâché. Mais on peut aussi être pénalisé parce qu'on n'a pas bien fait notre selfie » (...) « J'ai dû attendre jusqu'à octobre pour qu'on me verse mon argent. C'est allé jusqu'à 10 heures de travail non-payées et j'ai dû insister pour en voir la couleur. Malheureusement, il y a des coursiers qui, après avoir fait pression des mois, ne sont jamais payés. Ils finissent par abandonner. C'est du vol ».

Un autre témoignage exprime la réalité du travail d'esclave : « Je travaillais sept jours sur sept et je ne gagnais que 2000 francs par mois. Après déduction des frais, il ne me restait que 1000 francs. Si nous habitions en France, il serait peut-être possible de s'en sortir, mais à Genève, avec deux enfants, le loyer, les assurances et les impôts... J'ai passé des journées de 8h à 18h pour n'être payé que quatre heures. Ce n'était pas possible de continuer. » (3)

A cela s'ajoute la concurrence entre les coursiers pour décrocher les commandes, situation qui objectivement rend l'unité et la solidarité plus difficile. Une fois encore un témoignage illustre bien le problème : « Avant le mois de septembre 2021, on donnait nos disponibilités pour le mois et les managers nous donnaient nos horaires. Maintenant, nous devons nous inscrire nous-mêmes pour les shifts tous les jours. Ils sortent tous les jours à 4 h 24 du matin et comme c'est premier arrivé premier servi, nous devons mettre un réveil toutes les nuits pour nous connecter. Cela engendre une compétition malsaine entre les livreurs-euses. Et ça devient de plus en plus difficile d'obtenir des shifts de plus de 5 heures par jour. Je dois travailler 7/7 pour réussir à avoir mes 175 heures par mois. » (4)

LA GRÈVE DES COURSIERS

Pour lutter contre ces conditions extrêmes d'exploitation capitaliste, un groupe de coursiers de Smood, à Yverdon (Canton de Vaud) a commencé à se mobiliser et se mettre en grève le 2 novembre 2021. Leur mouvement de grève c'est ensuite étendu à une dizaine d'autres villes, dont les principales, Genève, Lausanne et Neuchâtel. Le nombre de grévistes de 80 à 100 est certainement respectable dans l'environnement social en Suisse, mais ce n'est pas le signe que la grève était très suivie et qu'elle ait pu réellement bloquer les services de Smood, donc s'attaquer à ses profits.

Mais malgré les difficultés à faire de cette lutte un mouvement compact, elle doit être saluée car elle a eu le grand mérite de rappeler que sans mobilisation active, sans l'arme de la grève, les travailleurs sont totalement impuissants face à l'exploitation capitaliste et face aussi au rempart bicéphale patronat-syndicats de la Paix du Travail et de la collaboration de classe totalement institutionnalisée en Suisse.

Les revendications des coursiers concernent principalement l'augmentation du salaire horaire, le paiement des temps d'attente, l'augmentation des frais de travail et des déplacements, l'arrêt de l'arbitraire patronal sur les salaires, les pourboires, les pénalités.

L'éparpillement géographique sur plusieurs Cantons, la faiblesse quantitative de la mobilisation de grève, ont permis à l'UNIA de se placer rapidement comme interlocuteur des coursiers en lutte. L'UNIA a entraîné ensuite le mouvement dans ses attermoissements démocratiques, ses appels au secours des autorités, ses appels au dialogue et à la négociation, ses appels au recours individuel des tribunaux de prud'hommes (5), ses impuissantes pétitions. L'objectif réel mais caché d'UNIA était de s'appuyer sur la grève pour se promouvoir interlocuteur-partenaire social de Smood, s'imposer comme partenaire syndical pour développer une Convention collective du travail (CCT) et ensuite, au travers d'organismes comme les commissions paritaires d'entreprise, assurer la paix sociale dans l'entreprise pour la suite de son existence.

LA GUERRE FRATRICIDE DES BONZERIES SYNDICALES

Le 19 mai 2022, un coup de tonnerre fracasse le petit monde syndical : l'UNIA venait de se faire souffler le partenariat social par un autre syndicat de l'USS. La presse annonçait en effet ce jour-là la conclusion d'une CCT entre Smood et Syndicom (6). Cette convention est le résultat d'un an et demi de tractations dans le secret le plus absolu, le plus total. Le concurrent UNIA, qui utilisait la grève des coursiers pour se mettre en avant comme partenaire social de Smood, a appris la nouvelle par la presse. Les coursiers ont disposé de 2 jours pour répondre à cette proposition, histoire de couper l'herbe sous les pieds des grévistes. Gageons que les récalcitrants se retrouveront dans une liste noire de Smood qui, CCT ou pas, a mille façon de les pousser dehors.

Les conditions de travail et salaire décrites, parfois de manière vague, dans cette convention sont évidemment loin

des revendications des coursiers en lutte. Mais il est clair aujourd'hui que cette convention vient totalement court-circuiter la lutte et agit comme un formidable dérivatif. Elle va avoir une force d'attraction difficilement contournable pour canaliser vers elle toutes les discussions sur les conditions de travail chez Smood et ainsi ramener les contestataires autour de la table de négociation, représentés officiellement et bien encadrés par le syndicat Syndicom, devenu syndicat-maison.

Mais pourquoi tant de perfidie chez les syndicats de l'USS ?

Entre les syndicats, fussent-ils affiliés à la même maison sociale-démocrate et comme dans tous les pays voisins, il existe une guerre d'influence pour accroître leurs positions réciproques dans les branches industrielles et de services ainsi que dans les structures sociales. Les motifs de cette guerre n'expriment pas vraiment des différences politiques, ils sont à chercher dans les questions financières. Plus d'influence veut dire aussi une meilleure rétribution des services de maintien de la paix sociale rendus au patronat, que ce soit par le biais des retenues « professionnelles » ou celui d'autres sources.

En Suisse, mais pas que..., le financement des syndicats est absolument opaque, opacité entretenue dans une entente parfaite entre eux et le patronat. Pour illustrer les besoins financiers syndicaux, l'UNIA fonctionne avec des recettes s'élevant à 143 millions de francs (chiffre 2019), soit environ 136 millions d'euros. La principale source de revenus c'est le prélèvement généralement de 5 à 10 francs par mois sur les salaires des travailleurs dépendant d'une CCT, les syndiqués cotisant aux syndicats signataires pouvant se faire rembourser ce prélèvement, mesure héritière de la Paix du Travail de 1937. Evidemment seuls les syndicats siégeant à la Commission Paritaire prévue dans la CCT bénéficient de la manne. Bonne pioche pour Syndicom, mauvaise pour l'UNIA !

Dans le cas de Smood, la toute fraîche CCT prévoit que : « L'employeur perçoit auprès des collaborateurs/collaboratrices soumis(e) au champ d'application de la CCT et qui ne sont pas affilié(e)s à un syndicat signataire de la convention une contribution mensuelle aux frais d'exécution d'un montant correspondant à 0,025% du salaire de base. » C'est-à-dire que pour 2000 francs de salaire brut, la contribution est de 5 francs.

L'UNIA s'offusque de ce coup torde à l'odeur mafieuse : « les grévistes et leur syndicat le plus représentatif ont

(Suite en page 20)

Suisse : Grève des coursiers de Smood. Quelles leçons ?

(Suite de la page 19)

été totalement écartés des négociations, c'est inadmissible ! ». Mais pourquoi ne se félicite-t-elle pas que Smood ait signé une CCT, c'était le but même de son « soutien » à la grève ? En tout cas Syndicom a obtenu ce que l'UNIA cherchait elle-même à atteindre : enfermer les prolétaires de Smood dans le carcan d'une CCT, liée à l'obligation de respecter cette Paix du travail inscrite jusque dans le Code des Obligations (7), les rendre prisonniers des procédures bureaucratiques de « règlement des conflits » et ainsi dévier toute velléité d'action classiste dans le bourbier du sacrosaint « dialogue social » de la collaboration de classe.

Aujourd'hui cette CCT vient de s'inviter dans la lutte des coursiers comme un élément de division des travailleurs, ceux – minoritaires déjà – qui veulent continuer leur lutte directe et ceux qui se contenteront des quelques miettes de la CCT.

QUELLES LEÇONS TIRER DE LA LUTTE ? PEUT-ON LA REPREDRE ?

La grève des coursiers de Smood a été suivie plus ou moins longtemps selon les régions et n'a pas réussi à obtenir satisfaction sur ses revendications, soumise qu'elle était aux difficultés de mobilisation, à l'inexpérience, aux constantes déviations syndicales de l'axe de la lutte, et finalement à la sortie du chapeau de Smood d'une CCT inattendue.

Mais leur lutte ne pourra revivre que si les coursiers sortent de l'influence et des bras des syndicats, de l'UNIA en particulier et de Syndicom qu'ils pourront difficilement éviter dorénavant. Ces syndicats continueront à les balader d'une table de négociation à une autre, d'un tribunal bourgeois à un autre, d'une pétition stérile à une autre, d'un appel larmoyant à l'arbitrage des autorités bourgeoises à un autre, d'un appel à la raison aux patrons à un autre, d'un appel à l'opinion publique à un autre.

Cette situation d'une lutte hautement trahie par les directions syndicales n'est pas un fait nouveau. Pour pouvoir renforcer leurs luttes et les organiser en un mouvement classiste, les travailleurs doivent s'organiser en toute indépendance des organisations syndicales, qu'ils soient eux-mêmes syndi-

qués ou non. Ils doivent s'écarter des voies dites « tranquilles » et « responsables » de la collaboration de classe.

Dans cet univers des coursiers, particulièrement individualisés, atomisés, où les travailleurs entrent même en concurrence directe entre eux, un travail de construction d'une unité classiste est vital pour que les luttes brisent l'éparpillement et cimentent un bloc capable d'affronter les patrons et de déjouer les intrigues, manœuvres, manipulation et autres magouilles syndicales. C'est une condition indispensable pour envisager toute reprise de la lutte une fois ou l'autre.

Non les prolétaires n'ont pas que le choix des négociations et des tribunaux de prud'hommes ! Ils ont leurs moyens de lutte de classe à utiliser et leur indépendance de classe à défendre !

25/05/2022

(1) Principal syndicat affilié à l'USS (Union Syndicale Suisse), organisation faïtière sociale-démocrate très à droite et regroupant l'immense majorité des syndicats en Suisse. Pilier historique et institutionnel de la Paix du Travail.

(2) cf. « L'évènement syndical », journal d'UNIA, n° 22, 2/06/2021

(3) cf. « L'évènement syndical », 9/2/02022

(4) cf. « Solidarités », 14/04/2022

(5) cf. « L'évènement syndical » n° 20 du 18/05/2022 indiquait que : « Les voies de la négociation collective et de la conciliation n'ayant pas abouti, quatre requêtes en droit au travail ont été déposées simultanément auprès des Tribunaux de prud'hommes de Genève, Vaud, Neuchâtel et valais pour un montant de 125'000 francs. UNIA encourage les autres employés de Smood à saisir la justice pour réclamer leur dû. » Autrement dit haro sur l'action collective des travailleurs et leur tentative de résister par la grève. Avec cette déclaration l'UNIA encourage ouvertement les coursiers à cesser leur lutte. Nous sommes la veille du 19 mai.

(6) Syndicom est principalement et historiquement le syndicat des communications et médias, mais aussi sévit dans d'autres branches comme la logistique. C'est le 4ème en importance des syndicats de l'USS.

(7) Le Code des Obligations fait partie du Code Civil suisse et traite du droit privé, notamment commercial.

Avertissement

Par manque de place dans ce numéro, nous ne pouvons pas publier notre dernière prise de position du 6/06/2022: « Pour le prolétariat de Russie et d'Ukraine, d'Europe et des Amériques, de Chine, du Japon et de tout l'Orient, d'Australie et d'Afrique, pour le prolétariat du monde entier, une seule position contre la guerre impérialiste : Lutte de classe, avant tout contre sa propre bourgeoisie, et lutte de classe contre les bourgeoisies de tous les autres pays. Voilà ce que signifie précisément Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ».

Toutefois, vous pourrez la trouver sur notre site: www.pcint.org

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.

SOUSCRIPTION PERMANENTE Deuxième liste 2022

Aix: 395,00 / Alain: 54,50 / Contre la barbarie du capital, prolétaires de tous les pays, unissez-vous: 70,00 / Eric: 77,50 / Jass: 110,00 / Joël: 200,00 / Paris: 1550,00 / Patrice: 6,50 / Premier mai: 12,00 / Valence: 1000,00 /
Total liste: 3475,50
Total général : 4089,00

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

Versements: timbres-poste ou chèque à l'ordre de: Dessus / Les prix sont indiqués pour la vente au numéro. Pour les envois postaux, veuillez nous contacter. **Imprimé par nos soins.**